

Dans le cadre du «pacte social»
Le parti AHD 54 appelle à l'ouverture d'un dialogue national

Page 3

La protestation reprend à l'université de Béjaïa
Les étudiants exigent «l'annulation des poursuites judiciaires»

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3484 - Mardi 10 février 2015 - Prix : 10 DA

Justice : procès le 16 février

41 terroristes, dont le chef d'Aqmi Droukdel, face au juge

Page 24



Accidents de la circulation

Le drame permanent de la route qui tue

Page 4

Clarifications

Par Mohamed Habili

Que le MSP veuille, à l'imitation du FFS, dialoguer avec le pouvoir actuel, tout en refusant la participation à la conférence du consensus à l'organisation de laquelle continue de s'employer le plus vieux parti de l'opposition, la chose est indubitable du moment que c'est son leader lui-même qui l'a annoncé à l'opinion, à l'étonnement général d'ailleurs. Dans le courant islamiste, il en est qui, comme Abdallah Djaballah, le mettent en garde contre les conséquences de la démarche, en particulier sur la cohésion au sein de la CNLTD, et d'autres qui au contraire, à l'exemple de Abdelmadjid Menasra, l'encouragent vivement dans cette voie. On ne saurait en revanche dire ce qu'en pensent vraiment les autres membres de la CNLTD, s'ils sont plus près de partager le point de vue de Djaballah ou celui de Menasra. Les jours qui viennent nous en apprendront sûrement plus sur ce sujet. D'autant que les dernières précisions, qui ont pris la forme de conditions réhibitoires, apportées par Amar Saidani quant à la participation du FLN, sont de nature à faire réfléchir plus d'un. Le fait qu'elles soient synonymes de refus qui pour respecter les formes n'en est pas moins net au possible pourrait bien changer la donne. Un dirigeant du FFS a réagi aux récentes déclarations du secrétaire général du FLN, en disant que pour son parti le nom de pouvoir ne renvoie pas à telle ou telle formation politique mais à la présidence de la République elle-même.

Suite en page 3

Grève des enseignants à partir d'aujourd'hui

Les syndicats de l'Éducation défient Benghebrit



Ph > DR

Quelques heures après la dernière sortie médiatique de M^{me} Benghebrit, et en dépit de ses «assurances» concernant la satisfaction de la majorité des revendications soulevées, la Coordination des syndicats de l'éducation (CSE) a annoncé le maintien de l'appel à une grève nationale. L'instance syndicale a, par ailleurs, dénoncé «les critiques faites par le ministère à l'encontre des syndicats de l'Éducation et la tentative de ternir leur image, les accusant d'œuvrer à réaliser des acquis purement syndicaux».

Lire page 2

Le Salon de la boulangerie s'ouvre à Oran

Une quarantaine de participants pour valoriser le produit national

Page 3



Orchestre symphonique national

Un spectacle plein de surprises

Page 13

Grève des enseignants à partir d'aujourd'hui

Les syndicats de l'Education défient Benghebrit

■ Quelques heures après la dernière sortie médiatique de M^{me} Benghebrit, et en dépit de ses « assurances » concernant la satisfaction de la majorité des revendications soulevées, la Coordination des syndicats de l'éducation (CSE) a annoncé le maintien de l'appel à une grève nationale. L'instance syndicale a, par ailleurs, dénoncé « les critiques faites par le ministère à l'encontre des syndicats de l'Education et la tentative de ternir leur image, les accusant d'œuvrer à réaliser des acquis purement syndicaux ».

Par Meriem Benchaouia

La tension monte d'un cran entre le ministère de l'Education nationale et les syndicats.

La menace de grève plane toujours sur les établissements scolaires qui risquent d'être paralysés aujourd'hui par une grève de deux jours. Les réunions de négociations organisées par la ministre de l'Education nationale avec les syndicats n'ont pas abouti au dénouement de la crise qui plane sur le secteur. Quelques heures après la dernière sortie médiatique de M^{me} Benghebrit, et en dépit de ses « assurances » concernant la satisfaction de la majorité des revendications soulevées, la Coordination des syndicats de

l'Education (CSE) a annoncé le maintien de l'appel à une grève nationale. L'instance syndicale a, par ailleurs, dénoncé « les critiques faites par le ministère à l'encontre des syndicats de l'Education et la tentative de ternir leur image, les accusant d'œuvrer à réaliser des acquis purement syndicaux ».

Dans un communiqué rendu public, les membres de la CSE dénoncent « les tentatives désespérées du ministère de tromper l'opinion publique » et portent la responsabilité des répercussions de ce mouvement de protestation au ministère. Pour la coordination, dont les représentants se sont réunis dimanche à Alger, les réponses de la première responsable du secteur sont « ambiguës ». Ils lui reprochent de ne pas fixer de délai pour la satisfaction de leurs revendications et relèvent « l'absence de procès-verbaux officiels entre les deux parties ». Lors d'une conférence de presse animée dimanche, la ministre de l'Education nationale a déclaré que « la révision des statuts des travailleurs de l'Education ne doit pas se faire sous pression ou dans la précipitation ». S'agissant des revendications socioprofessionnelles des travailleurs, notamment celles soulevées par les sept syndicats indépendants, la ministre a fait savoir que « plusieurs d'entre elles ont été satis-



faites », soulignant que le dialogue se poursuit avec le partenaire social pour trouver des solutions concrètes aux revendications en suspens et qui demandent plus de temps. Elle a, dans ce sens, appelé les syndicats qui optent pour la grève à faire prévaloir la « raison » d'autant qu'il s'agit de l'avenir des élèves. La CSE avait appelé à une grève pour demander une révision des statuts des différents corps de l'Education nationale dans un souci d'« équité et de justice » en matière de classement, de promotion, de réintégration et des postes nouvellement créés.

L'Intersyndicale de l'éducation a appelé également à la réouverture du dossier de l'enseignement technique, en révisant le statut des professeurs des lycées techniques, PTLT. « La revalorisation du taux de la prime octroyée pour les corps communs de l'éducation et la récupération des ex-ITE (instituts de technologie de l'éducation) et leur utilisation pour la formation des nouveaux enseignants « figurent parmi les préoccupations soulevées par l'Intersyndicale de l'éducation. Rappelons, toutefois, que la CSE regroupe sept syndicats, en l'occurrence le Syndicat national

autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), le Conseil national élargi des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), l'Union nationale des personnels de l'Education et de la formation (Unpef), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (Snte), le Syndicat national des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap), outre le syndicat du Conseil des lycées d'Alger (CLANon agréé). M. B.

Education à Béjaïa Les corps communs débrayent pour trois jours

LE SECTEUR de l'éducation dans la wilaya de Béjaïa a été marqué, hier, par une grève de trois jours, initiée par les corps communs affiliés au Sete/Ugta. Ces derniers exigent de nouveau « la révision du statut particulier qui est jeté aux oubliettes depuis 2008 », selon Smail Méziani, responsable du Syndicat des corps communs de la wilaya de Béjaïa. La grève avait été décidée en commun accord avec le Sncopen, mais « ce syndicat s'est rétracté à la dernière minute », nous dit-on. « Tous les statuts ont été révisés sauf le nôtre », ajoute notre interlocuteur, qui soulève d'autres points tels que « l'abrogation effective de l'article 87 bis du code du travail et les augmentations salariales que cette mesure devait induire ». « Nous ne voyons rien venir après une annonce en grande pompe de l'abrogation de cet article il y a un an. On nous a dit que son application entrera en vigueur en janvier et aujourd'hui personne n'en parle », regrette M. Méziani. « Nous exigeons aussi des rémunérations pour les réquisitions aux examens de fin d'année comme c'est le cas pour tous les autres corps et l'intégration de notre corps dans le statut de l'éducation, l'intégration des contractuels aussi », poursuit-il. « Le taux d'adhésion à la grève est total pour ce qui est de nos adhérents et les établissements scolaires sont sérieusement perturbés », fait observer le syndicaliste.

Commerce

Les bilans des activités fournis par les directeurs régionaux



Une rencontre d'évaluation des activités et des services extérieurs du commerce, au titre de l'année 2014, a regroupé les responsables centraux du ministère du Commerce et des services extérieurs, hier à l'hôtel El Aurassi, en présence de directeurs régionaux du commerce de plusieurs wilayas du pays, notamment les DRC de Blida, Alger, Béchar, Oran, Ouargla, Annaba, la Batna,

Sétif et Saida. Les DRC des wilayas présentes ont présenté les bilans des activités de leurs wilayas. Pour rappel, l'activité commerciale qui a connu des années d'or en Algérie a régressé durant le deuxième trimestre de l'année 2014. Une régression enregistrée au niveau des grossistes et des détaillants qui touche le commerce des machines et matériaux d'équipements et

celui des textiles, habillement et cuirs notamment, note cette enquête sur la situation et les perspectives dans le commerce au 2^e trimestre 2014. En marge de cette rencontre d'évaluation de l'activité des services extérieurs avec l'ensemble des cadres du secteur du Commerce, le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes, M. Bouras, a présenté un bilan des activités de fraude en Algérie pour l'année 2014 : nombre d'infractions : 235 000, soit 4,5% par rapport à l'année 2013, nombre d'interventions : 12 000, soit une augmentation de 13,7% ; le chiffre d'affaires dissimulé : 58,8 milliards, soit une augmentation de 9% contre 53 milliards de dinars en 2013 ; les commerces fermés : 16 582, une augmentation de 13,7% ; concernant les poursuites judiciaires 217,26 mille avec une progression de 8%, le total de la saisie des marchandises dans les frontières est estimé à 13 milliards de dinars. Par ailleurs, le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes a cité les 5 enquêtes qui sont en cours de traitement, notamment celles sur le sel iodé, les boissons gazeuses, le chauffage à gaz (danger du monoxyde de carbone), les dossiers Ansej, et enfin l'enquête sur les bureaux techniques.

Sarah harchaou

Le Salon de la boulangerie s'ouvre à Oran

Une quarantaine de participants pour valoriser le produit national

■ La troisième édition du Salon de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie et équipement des métiers de bouche (SCOBBI 2015) a ouvert ses portes hier à Oran avec la participation d'une quarantaine d'entreprises locales et étrangères.



en mars 2013, SCOBBI entend devenir un rendez-vous incontournable des professionnels du secteur», a affirmé la commissaire du Salon Linda Oulounis, avant d'ajouter que cet événement va «réunir toutes les offres et solutions pour la boulangerie et la pâtisserie modernes, et mettre en exergue le savoir-faire professionnel des exposants et les progrès de l'art boulanger». Selon elle, «il s'agit également de sensibiliser l'opinion publique sur les formations dispensées dans cette activité. Cela, a-t-elle expliqué, permettra d'assurer une production naturelle, saine et de qualité». L'autre objectif étant de stimuler les jeunes en quête d'une formation et les inciter à exercer ce métier, a-t-elle souligné. Les participants que nous avons interrogés, pour leur part, se sont dit être optimistes quant à la réussite de cet événement. Pour le groupe Benamor, spécialisé dans l'agro-alimentaire, et qui a entrepris une activité boulangère depuis 2013, l'objectif, pour l'heure, est d'améliorer la qualité du pain et de ses variétés. Il est, aussi, question, a affirmé son directeur marketing, Timizar, de trouver des distribu-

métier de percer et de durer sur le marché algérien.

L'occasion sera, aussi, de mettre en avant les talents exerçant dans cette activité qu'est la boulangerie et la pâtisserie. Ainsi, a-t-on annoncé, des boulangers seront sélectionnés pour représenter l'Algérie lors de la Coupe mondiale de la boulangerie Louis Lesaffre 2016, qui se tiendra en Turquie.

Le public et les visiteurs qui se rendront dans la capitale de l'Ouest pourront profiter des démonstrations inédites annoncées par les organisateurs. «Il y aura au niveau de chaque stand des démonstrations des exposants en vue de valoriser leur productions», a dit M^{me} Oulounis.

Sont présents à cette nouvelle édition des groupes nationaux tels que Amor Benamor, SIM, le Groupe Cevital, les Eriad Sidi Bel-Abbès, Tiaret, Sétif, le groupe Azzouz, Sopi, Ciepa, Oran équipement, en sus d'autres entreprises étrangères de France, d'Italie et de Turquie, a-t-on constaté sur les lieux. L'Union nationale des boulangers algériens et l'institution de la formation professionnelle y sont également au rendez-vous.

Par Massinissa Benlakehal

Cette édition organisée par l'agence Myriade communication, inaugurée par le wali d'Oran Abdelghani Zaâlâne, sous le parrainage du ministre du Commerce se déroulera durant trois jours au Centre des Conventions d'Oran (CCO)

Le troisième Salon de la boulangerie, pâtisserie, biscuiterie et équipement des métiers de bouche SCOBBI, soutenu par le wali d'Oran, ouvrira ses portes



du 9 au 11 février 2015 au Centre des Conventions d'Oran.

«Depuis sa première édition

teurs locaux, parmi les jeunes entrepreneurs désireux de s'y investir, pour permettre à ce

M. B.

Dans le cadre du «pacte social»

Le parti AHD 54 appelle à l'ouverture d'un dialogue national

Le président du parti AHD 54, Ali Faouzi Rebaïne, a appelé lundi à Alger, à l'ouverture d'un dialogue national dans le cadre de ce qu'il a appelé «pacte social» pour dégager une stratégie de développement national.

Le parti AHD 54 appelle à un dialogue national auquel participeront toutes les parties dans le cadre ce qui est appelé «pacte social» pour dégager une stratégie de développement national, a indiqué Rebaïne lors d'une conférence de presse au siège de son parti précisant que cela requerrait «plusieurs changements à différents niveaux».

Ces changements, a-t-il dit, concernent la relation gouvernant-gouverné et la redéfinition des priorités économiques notamment en ce qui a trait à l'autosuffisance et à la réa-

lisation du développement dans le sud du pays.

S'exprimant sur le sud, le président du parti AHD 54 a appelé à trouver des solutions à la question d'exploitation du gaz de schiste et à ouvrir un débat avec les citoyens autour de ce dossier qu'il a qualifié d'«important».

Il a évoqué en outre, les grèves dans le secteur de l'éducation, estimant que les revendications des syndicats étaient «légitimes».

Enfin, Rebaïne s'est interrogé sur le devenir des chaînes de télévision privées en Algérie, soulevant par la même occasion, la question des sources de financement de ces chaînes.

R. N.

LA QUESTION DU JOUR

Clarifications

Suite de la page une

Le message est clair : au FFS on reste sur sa lancée, on continue de travailler à la concrétisation du même projet, de même que si les propos prêtés à Amar Saidani n'avaient pas été tenus. Si le FLN n'est plus partant, contrairement au sentiment qu'il avait commencé par donner, cela signifie qu'il n'y a pas de conférence du consensus à plus ou moins brève échéance. Tant il est difficile d'imaginer la présidence de la République accepter de se mêler de quelque chose qui par définition est du ressort des partis d'abord et avant tout. Ce n'est pas la clarification du FFS, en réponse à celle du FLN, sur ce qu'il entend exactement par la notion de pouvoir qui va accroître les chances de réalisation de son initiative. Or si celle-ci est condamnée à échouer, comme tout tend à l'indiquer, alors bien des calculs sont susceptibles d'être révisés. Première question à se poser dès lors : la CNLTD maintiendra-t-elle son appel à des rassemblements dans tout le pays maintenant que les précisions du FLN ont été assénées et qu'elles équivalent à un refus de participation à la conférence projetée par le FFS? A moins que celui-ci accepte de satisfaire toute la conditionnalité du FLN, ce qui n'est raisonnablement pas envisageable. L'ISCO ne s'est pas encore réunie pour répondre à cette question, mais il y a tout lieu de penser qu'elle rebondira suffisamment tôt sur ce refus à peine voilé du FLN pour revenir sur sa propre initiative, ou pour en reporter l'échéance. Pas de conférence du consensus le 24 février prochain, en effet, et partant pas de rassemblements dans les 48 wilayas à l'appel du «front uni» de l'opposition ce même 24 février. On aurait eu plus d'hésitation à tirer cette conclusion si les deux initiatives n'étaient pas conçues pour se réaliser le même jour. Mais cette communion dans le même jour, alors que par leur objet elles sont diamétralement opposées, fait qu'elles auront lieu ensemble ou qu'elles capoteront ensemble. En découle-t-il par là même que l'appel au dialogue lancé par le MSP en direction du pouvoir sera à son tour abandonné? Cela ne sera pas pour étonner. Encore que pour dialoguer il faut être à deux, pour le moins. Or si l'on sait que le MSP propose le dialogue avec le pouvoir, on ne sait toujours pas si le pouvoir est dans les mêmes dispositions à cet égard. D'ailleurs, il faudrait attendre que le MSP explicite à son tour ce qu'il entend par le terme de pouvoir avant d'en rien dire.

M. H.



À l'orée de 2018

La ville de Sidi Abdellah va abriter 200 000 habitants

LE PROGRAMME de construction de logements en cours de réalisation dans la ville de Sidi Abdellah (ouest de la wilaya d'Alger) va permettre de loger 200 000 habitants vers 2018, a affirmé lundi le directeur général de la ville au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Ali Bensaad.

M. Bensaad a ajouté, en marge d'une visite à la daïra de Zéralda d'une délégation d'élus de l'APW d'Alger menée par son président Karim Bennour, que 44 000 logements AADL sont prévus à Sidi Abdellah alors que l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) y prévoit 4 000 unités. Il a souligné en outre que 17 100 logements AADL sont en cours de construction afin de répondre aux nombreuses demandes des citoyens qui commenceront à recevoir leurs logements à partir de 2016, alors que l'ensemble des unités seront livrées en 2018.

La délégation a assisté à un exposé sur la nouvelle ville de Sidi Abdellah et visité un projet de logements OPGi, ainsi qu'une unité de production de médicaments et le cyberparc de Sidi Abdallah.

Sur ce dernier site, les membres de la délégation ont reçu des explications sur le fonctionnement des services d'Algérie Télécom Satellite (ATS).

Le chef du service technique d'ATS, Aberkane Karim a indiqué à l'APS que les particuliers pourront accéder à Internet par le biais du réseau VSAT (Internet par satellite) proposé à titre expérimental avant la fin de l'année 2015 pour couvrir «les zones grises et réduire la fracture numérique».

Lors de cette présentation destinée aux membres de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, M. Aberkane a souligné que les entreprises ont déjà accès à ce service, qui sera proposé également aux particuliers y compris dans des zones situées dans la wilaya d'Alger, qui ne sont pas couvertes par le réseau et la technologie 3G.

«On va effectuer un test à travers un échantillon et on vise un millier de particuliers, qui pourront solliciter ce service avant de le généraliser si on constate qu'il y a une adhésion», a encore souligné M. Aberkane qui n'a pas donné d'autres détails sur ce projet en cours d'étude.

Les élus de l'APW ont également assisté à une présentation sur le thème du rôle des cyberparcs dans la gouvernance électronique en Algérie. Le directeur de l'incubation à l'Agence nationale de promotion et de développement des cyberparcs (ANBT), Azzedine Azemroub, a notamment mis l'accent sur l'attractivité des investisseurs étrangers et la création de l'emploi.

Maya D.

Accident de la circulation

Le drame permanent de la route qui tue

■ Après la tragédie des 15 écoliers tués en janvier à Setif, le drame de la route qui tue a frappé hier à Tipasa mettant fin à la vie de 3 écoliers tandis que trois autres sont grièvement blessés.

Par Yasmine Ayadi

L hécatombe routière affiche malheureusement un inquiétant appétit vis-à-vis les écoliers. Les enfants sont, comme les grands, une tranche qui paye de sa vie les conséquences des accidents routiers. Le bilan des enfants victimes d'accidents routiers risque de s'allonger au regard des statistiques et de l'ampleur des accidents. Un mois seulement après le drame de Sétif, un autre accident mortel s'est produit hier à Koléa dans la wilaya de Tipasa. Trois écoliers sont décédés et trois autres ont été grièvement blessés lorsqu'un bus fou les a percutés alors qu'ils attendaient un moyen de locomotion pour rejoindre leurs établissements respectifs, selon la Protection civile. Les victimes, âgées entre 11 et 15 ans, attendaient un moyen de transport au niveau de l'arrêt des bus afin de rejoindre leur établissement scolaire, lorsque l'accident est survenu, suite au dérapage d'un bus de transport de voyageurs au lieu-dit El Oued, à Koléa, sur un tronçon du chemin de wilaya CW 69 reliant Koléa à Oued Alleug (Blida), a indiqué Rabah Bendouha, chargé de la communication à la direction locale de la Protection civile. Les corps des écoliers, mortellement atteints à



la tête et à la poitrine, ont été transférés à la morgue de l'hôpital Yahia-Farès de Koléa où ont été également évacués les trois écoliers blessés, a-t-il ajouté. Le chargé de communication à la Gendarmerie nationale, le commandant Boubekeur Meghzi, a affirmé que le conducteur du bus a été arrêté, signalant que l'accident, selon les premières constatations sur place et les déclarations du chauffeur, serait dû à un dépassement dangereux effectué par ce dernier dans un virage. Ce dépassement aurait provoqué la perte par le conducteur

de la maîtrise de son véhicule, a-t-il expliqué, faisant part également de l'état défectueux du système de freinage du bus. Le mois dernier un drame plus lourd s'est produit à Sétif. Quinze écoliers ont été tués dans un grave accident de la circulation survenu à hauteur du lieu-dit El-Agna relevant de la commune El-Hamma au sud de la wilaya de Sétif. A l'origine de cet accident, selon des sources locales, un véhicule lourd de type semi-remorque, dont le conducteur a perdu le contrôle à cause de «freins qui ne répondaient plus»,

est venu droit percuter de plein fouet un mini-bus de marque Peugeot J9 transportant des écoliers qui s'apprêtaient à regagner leurs domiciles. L'état défectueux du système de freinage est cité pour les deux drames comme cause d'accident, mais il semble qu'en premier lieu ce sont les accidents routiers qui ont un sérieux problème avec le freinage en Algérie, car les accidents comme les victimes sont en hausse en dépit de toutes les mesures de lutte contre l'insécurité routière.

Y. A.

La protestation reprend à l'université de Béjaïa

Les étudiants exigent «l'annulation des poursuites judiciaires»



A lors que les 140 étudiants exclus ont été réintégrés après plusieurs semaines de grève et de blocage, hier la Coordination locale des étudiants (CLE) est revenue à la charge par une marche depuis le campus Aboudaoua jusqu'au siège de la wilaya. Une action qui intervient après l'audition la semaine passée par la police de 17 étudiants suite aux plaintes déposées par l'administration rectoriale à l'encontre de plusieurs étudiants pour atteinte à l'ordre au niveau de l'université, violences, etc. Les étudiants qui ont

dénoncé «la politique de la carotte et du bâton hier estiment que les revendications socio-pédagogiques portées dans leur plate-forme et pour laquelle se sont engagés des responsables de l'université et de la tutelle n'ont pas été prises au sérieux». Après un rassemblement devant le siège de la wilaya, les étudiants ont poursuivi leur marche mais cette fois vers la cour de Béjaïa pour exiger la levée des poursuites judiciaires à l'encontre de 25 étudiants dont 17 ont été convoqués par la police, nous dit

Tarek, membre de la CLE. «Nous avons organisé des assemblées générales la semaine dernière et avons décidé de lever le blocage, mais nous nous sommes entendus sur la poursuite de la grève jusqu'à satisfaction de nos revendications», ajoute notre interlocuteur. «Aujourd'hui, nous exigeons la levée des poursuites judiciaires à l'encontre des étudiants et membres de la CLE et la satisfaction des autres points et nous allons rejoindre nos amphithéâtres», dira encore notre interlocuteur. Dans un communiqué qui nous a été transmis, la Coordination locale des étudiants (CLE) estime qu'«après plus de quatre mois de grève, des avancées ont été enregistrées, notamment les résultats induits par les différentes négociations menées par la CLE avec les responsables, à savoir l'accès au master sans conditions à tous les détenteurs de diplômes de licence, la réintégration des exclus dans des universités de leurs choix dans les mesures du possible et une promesse d'amélioration des conditions socio-pédagogiques». Cependant, la CLE «condamne les pratiques machiavéliques de l'administration en déposant des plaintes contre les animateurs de la CLE». Laquelle exige «une prise en charge sérieuse de la plateforme de revendications, l'annulation des poursuites judiciaires à l'encontre des étudiants membres de la CLE, la sauvegarde des franchises universitaires».

Hocine Cherfa

Rencontre d'une quarantaine d'étudiants à Constantine

3^e édition des «stars de l'entrepreneuriat»

■ Initié par la maison de l'entrepreneuriat et l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), le concours de trois jours récompensera les dix meilleurs projets innovants sur la cinquantaine présentée au jury.

Par Fateh A./APS

Une quarantaine d'étudiants de la faculté des Sciences de la nature et de la vie de l'université Constantine-1, porteurs de projets de création d'entreprises, ont pris part à la 3^e édition des «stars de l'entrepreneuriat». Initié par la maison de l'entrepreneuriat et l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej), le concours de trois jours récompensera les dix meilleurs projets innovants sur la cinquantaine présentée au jury, a indiqué la chargée de communication de l'Ansej, Nour El Houda Fislil. Elle a ajouté que cette compétition se veut une «démarche originale» mais qui reste «conforme au dispositif de soutien à l'innovation mis en place par les autorités publiques du pays». Un jury, composé, entre autres, de représentants des dispositifs de

soutien à l'emploi des jeunes, d'universitaires, de responsables d'institutions bancaires et de la chambre de l'agriculture, désignera les meilleurs projets qui bénéficieront d'un accompagnement «jusqu'à leur mise en œuvre sur le terrain», a-t-on indiqué. En parallèle, une formation, assurée par des cadres de l'Ansej et portant sur l'élaboration du «plan d'affaires», est dispensée aux étudiants participant à ce concours, a souligné M^{me} Fislil, ajoutant que cette formation vise à donner aux étudiants un «élan» à leur démarche entrepreneuriale et à les encourager à réaliser des «projets économiques fiables». Le développement de la culture entrepreneuriale en milieu universitaire est un «des plans d'action majeurs» de l'antenne locale de l'Ansej, a également soutenu la responsable de la communication, soulignant que diverses démarches ont été entreprises



dans ce sens depuis 2004. Des conventions de partenariat entre l'Ansej et l'université, et des protocoles d'accords desti-

nés à la formation des étudiants aux différents aspects présidant à la création des entreprises ont déjà été signés entre les deux parties, a conclu la même source.

F. A./APS

Algérie Poste

Lancement du paiement des mandats internationaux

Algérie Poste (AP) a annoncé hier le lancement d'un nouveau service de paiement des mandats internationaux (IFS/IMO) avec code secret au niveau de tous les établissements postaux depuis le 1^{er} février 2015. «Algérie Poste informe son aimable clientèle du lancement de la prestation de paiement des mandats internationaux (IFS/IMO), avec code secret, au niveau de

tous les établissements postaux et ce, depuis le 1^{er} février 2015», a indiqué AP dans un communiqué, précisant que par le biais de cette prestation, «le client aura la possibilité de se faire payer son mandat international au niveau du bureau de poste de son choix». La même source explique que la procédure est «très simple et rapide» car il suffit au client bénéficiaire de se présenter au niveau du

bureau de poste, muni de son code secret transmis par l'expéditeur ainsi que sa pièce d'identité. Le paiement des mandats internationaux (IFS/IMO), n'est qu'un début en attendant le lancement d'autres prestations à distances au service des clients d'Algérie Poste, ajoute-t-on.

Ahmed O.

Finlande

Le pays enregistre sa troisième année de déficit commercial

LA BALANCE commerciale de la Finlande est restée déficitaire pour la troisième année consécutive en 2014, de 1,8 milliard d'euros, selon les données publiées hier par les douanes. Ces chiffres montrent une légère amélioration, car en 2013 le déficit avait été de 2,4 milliards d'euros. Les exportations ont maintenu à peu près leur niveau de 2013, mais les importations ont reculé de 1%. Les exportations vers les pays hors l'Union européenne souffrent, 2014 ayant marqué une deuxième année de contraction annuelle de 5%. C'est grâce à la croissance des exportations vers les pays de l'UE que l'ensemble des exportations n'a pas baissé en 2014. Mais en décembre les exportations ont été tirées surtout par les pays hors l'UE (+13%) aidé par l'euro affaibli. La balance commerciale a été de 150 millions d'euros excédentaire. Tandis que les exportations ont augmenté de 4%, les importations ont chuté de 4% par rapport au mois précédent. La Finlande, membre de la zone euro, est confrontée à l'affaiblissement de ses piliers industriels traditionnels que sont le papier et l'électronique. Selon les chiffres de l'Organisation mondiale du commerce, la balance commerciale de la Finlande a été excédentaire tous les ans entre 1984 et 2010, à l'exception d'un déficit en 1990.

R. E.

Investissements à Skikda

Des projets hôteliers pour 20 milliards de dinars

Des projets d'investissement privé totalisant 20 milliards de dinars, pour la réalisation de 12 nouveaux établissements et la réhabilitation de 6 autres, sont en cours de concrétisation dans la wilaya de Skikda, a affirmé le directeur du tourisme et de l'artisanat, Abdelhak Didji. Ces projets offriront 3 562 lits et permet-

tront de créer plus de 1 500 postes d'emploi nouveaux, a indiqué ce responsable, ajoutant qu'il s'agit d'établissements classés de 3 à 5 étoiles, dont un village de vacances dans la commune de Filfila (Est de Skikda). M. Didji a souligné que parmi ces différents projets, huit affichent des taux d'avancement des tra-

vaux «importants», dépassant les 50 pour cent, à l'image de l'hôtel touristique 5 étoiles en construction dans la zone d'expansion touristique (ZET), prévu pour être réceptionné «durant l'année en cours». Il a également indiqué que la stratégie adoptée dans le cadre du plan d'orientation et d'aménagement

touristique vise à porter les capacités d'accueil du parc hôtelier de la wilaya à 14 748 lits à l'horizon 2020. La wilaya de Skikda abrite actuellement 31 établissements hôteliers offrant 2 098 lits et 16 hôtels de villégiature d'une capacité de 1 337 lits.

Yanis T./APS

Pétrole

Les cours continuent de progresser au-dessus des 50 USD

Les cours du pétrole continuaient de progresser hier en Asie sous l'effet conjugué d'un ralentissement de la production américaine de brut et de chiffres positifs pour l'emploi aux Etats-Unis. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mars s'appréciait de 65 cents à 52,34 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison à même échéance prenait 35 cents, à 58,15 dollars. Les cours bénéficient d'«effets d'offre» liés à la baisse du nombre de puits de forage pétrolier en activi-

té aux Etats-Unis alors que les stocks de brut américains sont à des niveaux historiques et la production ne cesse d'augmenter, relève Nicholas Teo, analyste chez CMC Markets. Le nombre de puits de forage américains a décliné de quelque 83 unités la semaine dernière après 94 la semaine précédente, selon des chiffres du spécialiste du forage américain Baker Hughes. Quelque 199 plates-formes ont déjà cessé leur activité en janvier, selon la même source. Les prix du pétrole ont également été por-

tés par de bons chiffres sur l'emploi américain. L'économie américaine a créé plus d'emplois que prévu en janvier, avec 257 000 embauches. Les chiffres des deux mois précédents ont été en outre considérablement revus en hausse, novembre voyant la création de plus de 400.000 emplois. Même si le taux de chômage a enregistré une petite hausse, à 5,7%, le salaire horaire, longtemps à la peine, a lui progressé de 0,5% sur un mois. «L'économie américaine semble chanter une mélodie différente de

la symphonie déflationniste que l'on entend dans la plupart des autres grandes économies depuis quelques semaines», a estimé Nicholas Teo. Le baril de «light sweet crude» (WTI) avait avancé de 1,21 dollar vendredi, à 51,69 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), s'appréciant de plus de 7% sur la semaine. A Londres, le Brent avait fini à 57,80 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en hausse de 1,23 dollar, gagnant 9% sur la même période.

S. L.

Telle une île émergeant d'un océan de montagnes

Babor, après la nuit, la renaissance

■ Bien que souvent aux abois, les terroristes sévissant à Babor, à une cinquantaine de km au nord de Sétif, conservèrent leur capacité de nuisance et, près de dix années durant, la peur, les cris et les larmes s'installèrent, mais sans jamais ôter l'espoir aux habitants de la ville de Babor et de ses alentours, convaincus que le jour finirait bien par succéder à la nuit noire. La population de Babor, restée accrochée à ses racines, n'a plus rien à voir, aujourd'hui, avec la communauté foncièrement rurale, illettrée des années 1960. D'immenses progrès y ont été accomplis dans les différents secteurs, conduisant au retour progressif des populations vers la terre où ils sont nés.

Par Ilham N./APS

Comme une île émergeant d'un océan de montagnes dont la plus élevée culmine à plus de 2 000 m d'altitude, la ville de Babor, un chef-lieu de daïra situé à une cinquantaine de km au nord de Sétif, semble batailler pour ne pas se faire distancer par le train du développement.

Ses habitants, au caractère affirmé mais si accueillants et tellement attachants, se fâcheraient presque lorsqu'ils s'entendent dire que Babor donne à ses visiteurs l'impression de somnoler, surtout en ces jours d'hiver qui recouvrent épisodiquement la région d'un manteau immaculé.

C'est, en fait, une fausse perception car les habitants de cette agglomération de près de 30 000 habitants, sévèrement (et c'est peu dire) affectée par la décennie noire qui avait provoqué son isolement, ont aujourd'hui soif de vivre.

La longue nuit

Mourad R., 46 ans, technicien en bâtiment, se souvient de ce qu'il nomme le «cauchemar» des années 1990. «Babor, avant même que le soir ne tombe, devenait ville morte, les gens se muriaient chez eux et ce n'étaient pas les coups de feu résonnant au loin qui les incitaient à sortir», raconte-t-il.

Il se rappelle aussi le départ de nombreux habitants de la région vers des cieux «plus cléments», fuyant le terrorisme. «Les attentats, les enlèvements et les actions de sabotage étaient suivis d'offensives des forces de sécurité combinées à tel point qu'il n'y avait pas, pour ainsi dire, de répit et même l'unique centre de formation professionnelle a dû être transformé en unité de paras pour protéger la région», souligne cet homme avant de soutenir que beaucoup, en revanche, ont décidé de rester pour aider, en tant que patriotes armés, les services de sécurité à venir à bout des criminels qui écumaient toute la zone, jusqu'à Jijel.

«Petit à petit, les coups portés aux terroristes ont fini par donner leurs fruits avant que la paix et la sérénité ne soient définitivement rétablies à faveur de la charte pour la paix et la réconciliation nationale», selon Mourad qui indique se sentir «revivre» lorsqu'il voit ses deux enfants se rendre chaque matin à l'école sans aucune crainte.

C'est au moment même où la région s'appêtait à profiter de son nouveau statut de daïra pour



Babor, encore plus belle sous la neige

se construire davantage et rehausser son niveau de développement, que la folie meurtrière surgit. Des groupes terroristes, par dizaines, attirés par la topographie de la région, les denses forêts et les nombreuses caches aménagées par la nature, écumèrent la région jusque dans la wilaya voisine de Jijel, multipliant les attentats, les assassinats et les embuscades.

Les patriotes qui prirent les armes pour défendre leurs terres, les gardes communaux et les forces de l'ANP qui prirent position, à cette époque (années 1990) dans les locaux du centre de formation professionnelle, réussirent, dans des conditions pourtant très rudes, à porter de sévères coups aux terroristes.

Ceux-ci, bien que souvent aux abois, conservèrent leur capacité de nuisance et, près de dix années durant, la peur, les cris et les larmes s'installèrent, mais sans jamais ôter l'espoir aux habitants de la ville de Babor et de ses alentours, convaincus que le jour finirait bien par succéder à la nuit noire.

Comme Mourad, la population de Babor, restée accrochée à ses racines, n'a plus rien à voir, aujourd'hui, avec la communauté foncièrement rurale, illettrée des années 1960. D'immenses progrès y ont été accomplis dans les différents secteurs, conduisant au retour progressif des populations vers la terre où ils sont nés. L'un des secteurs

les plus dynamiques, celui de l'éducation en l'occurrence, a vu naître une multitude d'établissements pour les trois cycles de l'enseignement.

Les habitants de Babor savent désormais, en tout état de cause, que leur région recèle suffisamment d'attraits et d'atouts naturels pour prospérer.

Une des plus riches réserves naturelles de la planète

Située à l'extrémité nord-est de la wilaya de Sétif, non loin du barrage d'Erraguène, dans la wilaya voisine de Jijel, et à moins de 20 km de la côte méditerranéenne, Babor se caractérise par la beauté sauvage de ses paysages.

Il n'y a pas que la magnifique panorama dessiné par les crêtes arrondies de la chaîne de montagnes s'étendant sur une centaine de km, et dont le sommet le plus élevé culmine à plus de 2 000 m d'altitude. Il y fleurit aussi une végétation riche en espèces rares comme le sapin de Numidie (*Abies numidica*), le champignon *Tricholoma calligatum* (très demandé sur le marché extérieur), et une faune tout aussi importante à l'image, entre autres, de la sittelle kabyle qui ne compte plus que quelques individus, du singe magot, de la mangouste et du lérot (rongeur nocturne proche du loir).

L'étendue forestière qui

couvre une partie importante de cette région qui fut aussi un haut lieu de la Révolution, regorge de sources d'eau pure et naturelle, complétant le tableau enchanteur offert aux visiteurs par ce petit coin de paradis, considéré comme l'une des plus riches réserves naturelles de la planète.

Des moyens considérables pour un développement tous azimuts

2015. Les années ont passé. La région a retrouvé le goût de vivre comme le prouve l'animation régnant sans discontinuer sur les innombrables chantiers ouverts çà et là. Des projets de développement, la région en avait bien besoin car durant la tragédie nationale, tous les moyens disponibles (ou presque) étaient consacrés à la lutte antiterroriste et à la protection des personnes et des biens.

Les choses ont aujourd'hui bien changé, comme l'atteste le chef de daïra, Merzak Abid, grâce au retour de la paix et de la quiétude. Les habitants ont repris possession de leurs terres, reprennent goût à la vie et le développement a désormais voix au chapitre du côté des Babors.

Sur les milliards de dinars investis durant les deux dernières années, plus de 156 millions ont servi au désenclavement des hameaux relevant des

deux communes de la daïra (Babor et Serdj El Ghoul), l'isolement des mechtas ayant constitué la principale «tâche noire» dans cette région montagneuse, fortement escarpée.

Près de 500 millions de dinars ont également été mobilisés par l'Etat, durant la même période, pour l'approvisionnement des deux communes en eau potable, sans compter les centaines de logements réalisés ou en construction et les dizaines d'établissements scolaires pour les trois paliers ou encore les innombrables autres actions liées aux aménagements urbains, à l'environnement, à l'agriculture et à l'électrification.

Il restera à cette région de l'Algérie profonde d'œuvrer à mettre davantage en valeur l'énorme potentiel touristique de la chaîne des Babors et son parc national de 1 700 hectares qui offre un biotope où vivent de nombreuses espèces endémiques qui s'y sont réfugiées après la séparation Afrique-Europe pour évoluer différemment.

Beaucoup d'habitants de Babor sont formels : le tourisme, même s'il nécessite des investissements considérables (voies d'accès supplémentaires, hôtels, refuges de montagne, formation de guides), pourrait constituer une solution tout indiquée pour faire sortir définitivement cette belle région de l'ornière.

Ilham N./APS

Aménagement du territoire et de l'environnement

«Il faut briser la tendance à la littoralisation»

■ «4% du nord de l'Algérie sont occupés par 63% de la population» alors que le Sud et les Hauts-Plateaux, lesquels représentent 87% du territoire, ne concentrent pour leur part que 9% du reste.



Par Ramy G.

Le directeur de la prospective et de la programmation au ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, Madjid Saada, s'est exprimé, hier, sur le Schéma national d'aménagement du territoire (Snat). Le Snat, adopté en 2010 et le moyen par lequel l'Etat envisage d'entreprendre un développement durable et sans exclusive de l'ensemble des régions du pays, est le thème majeur autour duquel s'est concentrée son intervention. M. Saada rappelle que ce schéma a déjà commencé à prendre forme à travers la construction de l'autoroute Est-Ouest, les grands transferts



d'eau, les unités de dessalement d'eau potable, le développement de l'agriculture et celui des technologies de l'information et de la communication. Le Snat, explique-t-il, se décline en 9 schémas de programmation territoriale, en 48 plans d'aménagement de wilaya et en quatre schémas directeurs des grandes métropoles (Alger, Constantine, Annaba et Oran). «Il permet, dit-il, d'avoir une vision de chaque secteur, à l'horizon 2030». Faisant référence au diagnostic

réalisé par l'entremise de ce schéma, M. Saada relève que 4% du nord de l'Algérie sont occupés par 63% de la population «alors que le Sud et les Hauts-Plateaux, lesquels représentent 87% du territoire ne concentrent, pour leur part, que 9% du reste». Il observe que «l'on assiste, aujourd'hui, à un phénomène de littoralisation des activités et de la population», une tendance, selon lui, que les actions entreprises par le Snat entendent rééquilibrer en optant pour un

développement axé vers les zones des Hauts-Plateaux et du Sud, mais aussi de celles des régions montagneuses et frontalières en particulier. Revenant sur le fort taux d'occupation par les populations des zones nord du pays, celui-ci l'explique par la concentration, à leur niveau, des terres agricoles, des zones industrielles, estimant qu'avec le nouveau schéma «on essaye de rééquilibrer la situation et de n'oublier aucun territoire».

R.G.

Gaz de schiste

Sonatrach ne mènera jamais une activité nuisible à l'environnement

Le P-DG du groupe Sonatrach par intérim, Said Sahnoun, a indiqué, dimanche à Alger, que le groupe ne mènera jamais une activité susceptible de porter atteinte à la santé de la population ou à l'environnement. «Sonatrach est une entreprise citoyenne qui ne mènera jamais une activité qui puisse nuire à la santé des citoyens ou à l'environnement», a déclaré M. Sahnoun lors d'une conférence de presse consacrée essentiellement au gaz de schiste. Il a précisé, à cet égard, qu'un plan de gestion environnemental avait été établi pour le bassin d'Ahnet (In Salah) où sont opérés les travaux de forage des deux puits-pilotes de gaz de schiste. Le bassin d'Ahnet a fait objet de cinq opérations d'inspection pour s'assurer de l'application de la réglementation en matière de protection de l'environnement, a ajouté le premier responsable de Sonatrach. Il a annoncé, par ailleurs, qu'une équipe de surveillance de Sonatrach sera dépêchée prochainement, dès l'achèvement du deuxième forage à Ahnet, pour évaluer, une fois de plus, l'impact environnemental de cette première activité d'exploration de gaz de schiste en Algérie. A ce propos, M. Sahnoun a fait savoir que le groupe allait poursuivre sa campagne de

communication à l'adresse de la population d'In Salah pour la rassurer sur les normes de protection de l'environnement suivies par Sonatrach dans ces opérations de forage. «Sonatrach a même fait une offre à la population d'In Salah pour aller visiter le site des forages (...). Sonatrach n'a rien à cacher à ce propos», a-t-il lancé.

Les puits-pilotes permettront de connaître la faisabilité du projet

Selon lui, toute l'industrie des hydrocarbures présente des risques, mais Sonatrach «observe plus de rigueur» quand il s'agit des forages non conventionnels. Il a aussi réitéré que ces forages allaient permettre d'évaluer le potentiel du schiste en Algérie et de connaître les paramètres d'exploitation de cette ressource non conventionnelle. A ce titre, les puits-pilotes devraient permettre à la compagnie nationale des hydrocarbures de connaître la faisabilité technique et commerciale du projet. Interrogé sur les résultats d'exploration des deux puits-pilotes d'Ahnet, M. Sahnoun s'est dit «satisfait» du premier bilan. Le dirigeant de Sonatrach a également

fait savoir que son groupe était sur le point d'achever le forage du deuxième puits-pilote dans le bassin d'Ahnet à In Salah. «Nous sommes sur le point d'achever cet ouvrage, c'est une question de quelques jours. Dès que nous terminerons, l'appareil (de forage) sera transporté vers un autre site (d'exploration) pour lequel il est programmé», a-t-il ajouté. «Demander l'arrêt du forage du schiste c'est demander l'arrêt de l'activité pétrolière en Algérie», a déclaré M. Sahnoun en réponse à une question relative au mouvement de protestation mené par la population d'In Salah qui demande un arrêt des activités d'exploration dans cette ville située dans la wilaya de Tamanrasset. A une question d'un journaliste quant à l'existence d'éventuelles pressions exercées sur l'Algérie par des compagnies internationales pour exploiter le gaz de schiste, le P-DG de Sonatrach a réfuté cette allégation en soulignant que la décision de Sonatrach d'opter pour cette ressource non conventionnelle a été dictée en premier lieu par le besoin de satisfaire la demande nationale en gaz qui doit passer de 35 milliards de m³/an en 2015 à 55 milliards de m³/an en 2025.

Faten D./APS

Nucléaire Le guide suprême iranien soutient les négociations

LE GUIDE suprême iranien, Ali Khamenei, a fait part de son soutien explicite au déroulé des négociations sur le dossier nucléaire de Téhéran avec les Occidentaux. «Je suis pour l'accord qui pourra se réaliser, mais je ne suis pas d'accord pour autant avec un mauvais accord», a annoncé la plus haute autorité iranienne, lors d'une rencontre avec des forces aériennes à Téhéran. «Les Américains disent sans arrêt que ne pas conclure un accord est mieux qu'un mauvais accord». Et d'ajouter : «Les négociateurs essayent d'enlever l'arme des sanctions des mains de l'ennemi. S'ils réussissent, tant mieux. Mais s'ils échouent, tous doivent savoir qu'il existe de nombreux moyens dans le pays pour que cette arme devienne inefficace». Ses propos interviennent alors que le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a rencontré son homologue américain, John Kerry, en marge de la Conférence sur la sécurité de Munich. Le lendemain, une deuxième rencontre a également eu lieu. Avec ces phrases, le guide suprême a affiché son soutien le plus clair et sans ambiguïté à l'équipe des négociateurs iraniens qui sont depuis des mois sous les foudres des critiques les plus virulentes des conservateurs et notamment du Parlement. Dernier incident qui a mis de l'huile sur le feu et provoqué la colère des conservateurs : la promenade de Mohammad Javad Zarif avec John Kerry, à Genève, le 14 janvier. Le chef de la diplomatie iranien doit se rendre très prochainement au Parlement pour répondre aux questions des parlementaires conservateurs. Alors que le délai pour parvenir à un accord cadre, fixé au 1^{er} mars, diminue à toute vitesse, les rencontres entre les négociateurs iraniens et les Occidentaux se multiplient. Les négociateurs ont jusqu'à la fin du mois de juin pour un accord final. Selon l'accord intérimaire, obtenu à Genève en novembre 2013 avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Chine et Russie) plus l'Allemagne, Téhéran a accepté de limiter son programme d'enrichissement d'uranium. En échange, une partie des sanctions internationales ont été levées. Du côté iranien, une probable prolongation des négociations est rejetée. Samedi, Mohammad Javad Zarif a annoncé qu'«une nouvelle prolongation des négociations n'est dans l'intérêt d'aucune des parties». Ce dernier a également pris le soin d'assurer que même si un accord n'était pas obtenu, «cela ne serait pas la fin du monde».

F. T./Agence

Le ministre de la Santé l'a annoncé

«Une stratégie pour relancer la greffe d'organes»

■ «Il s'agit de relancer l'Agence nationale de la greffe d'organes, de tissus et des cellules, qui se fera dans les tout prochains jours, de la mise en place de registres nationaux des insuffisants rénaux, et la réorganisation ainsi que la réhabilitation des centres de référence», a souligné Boudiaf.

Par Ahmed T.

Le ministère de la Santé a mis en œuvre une stratégie pour la relance de la greffe d'organes notamment du rein, a indiqué, à Alger, le premier responsable du secteur, Abdelmalek Boudiaf. «Il s'agit de relancer l'Agence nationale de la greffe d'organes, de tissus et des cellules, qui se fera dans les tout prochains jours, de la mise en place de registres nationaux des insuffisants rénaux, et la réorganisation ainsi que la réhabilitation des centres de référence», a souligné Boudiaf lors de la journée d'étude sur la greffe rénale tenue à l'Institut national de santé public (Insp). La stratégie mise en œuvre par le ministère comprend également «la concrétisation du projet

de la banque d'organes et l'élaboration des programmes de formation aux profils des praticiens des greffes», a-t-il dit, appelant la corporation à faire la distinction entre «les chirurgiens et les transplantateurs».

Boudiaf a plaidé pour la mise en place d'une feuille de route élaborée par l'ensemble des acteurs afin d'arriver à un objectif d'un nombre optimal de greffés dans les prochaines années, estimant qu'«au vu des moyens dont dispose l'Algérie la situation de la greffe d'organes dont celle du rein n'est pas satisfaisante».

Selon lui, il existe près de 26 600 dialysés à travers le territoire national et 166 greffes ont été réalisées pour l'année 2014, soit 10 de plus que l'année qui l'a précédé, ce qui est qualifié



par les spécialistes d'une progression lente alors que tous «les moyens nécessaires existent». Il a aussi mis l'accent sur l'importance d'introduire dans ce plan d'action la sensibilisation et la formation des donneurs, réitérant sa proposition de passer au stade des prélèvements d'organes sur les cadavres, donnant l'exemple des prélèvements sur les victimes des accidents de la

route. Boudiaf a plaidé, dans ce sens, pour «l'organisation et la coordination entre les différents secteurs et les spécialistes dans ce domaine», exprimant son optimisme pour l'avenir de ces opérations durant l'année en cours puisque la «volonté et les moyens existent».

Cette journée d'étude s'inscrit dans le prolongement de la rencontre d'évaluation annuelle

tenue la semaine dernière à Zeralda. Elle vise à concrétiser le programme établi et à arrêter ensemble la feuille de route à même de redonner un nouveau souffle à la greffe d'organes.

Le ministre de la Santé a considéré que le dossier de la greffe d'organes constitue l'un des grands chantiers engagés pour l'année 2015, d'autres suivront à l'instar de celui de la car-

Grippe saisonnière

Recul des cas de grippe à l'hôpital Mustapha-Pacha

Le nombre des cas de grippe saisonnière aigüe a «nettement» reculé ces derniers jours au niveau du service des urgences de l'hôpital universitaire Mustapha-Pacha (Alger), a-t-on appris auprès du professeur Selmi Amine, responsable de l'unité d'hospitalisation de courte durée (Uhc). Le professeur Selmi a précisé que les cas de grippe saisonnière ont nettement reculé par rapport au début du mois de janvier dernier, soulignant que les dernières personnes malades et qui étaient sous surveillance médicale ont quitté l'unité ce jour.

Il a affirmé, à ce propos, que la panique qui avait saisi les citoyens après les décès recensés parmi les personnes

atteintes de la grippe saisonnière s'était, elle aussi, estompée ces derniers jours, ajoutant qu'il est envisagé la fermeture de la salle d'isolement des malades atteints de la grippe.

Cependant, le citoyen est appelé à rester vigilant pour éviter toute contamination et empêcher toute complication éventuelle notamment chez les personnes âgées, les enfants, les femmes enceintes et les personnes à haut risque, selon la même source.

De son côté, le coordonnateur médical au service des urgences, Rouchiche Riadh, a souligné un recul de l'affluence remarquable des personnes malades en comparaison avec la période d'apparition des pre-

miers cas durant le mois de janvier dernier.

Les citoyens préfèrent, en pareille situation, se rendre à l'hôpital au lieu des cliniques de proximité censées atténuer la pression au niveau du service des urgences de l'hôpital Mustapha-Pacha, a-t-il poursuivi. Le staff médical et les agents de sécurité ne portent plus de masques de prévention comme c'était le cas depuis dix jours, a-t-on constaté.

Dans un communiqué, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait prévu, pour cette année, une augmentation du nombre de cas de grippe saisonnière par rapport aux années précédentes d'où la nécessité du

dispositif de prévention. Le moyen le plus «efficace» pour prévenir la grippe saisonnière et éviter toute autre complication réside dans la vaccination, recommande le ministère, avant de rappeler que nombre annuel des personnes atteintes de cette infection en Algérie était de 2 millions contre 2 000 décès.

Le ministère a précisé, en outre, que le vaccin antigrippal était «fortement» demandé par les personnes sujettes à des complications sévères comme les personnes âgées de 65 ans et plus, celles souffrant de maladies chroniques, les femmes enceintes et les travailleurs du secteur de la santé et les hadji. Dans ce sens, des mesures de prévention, de contrôle et de

prise en charge des cas de grippe aggravés ont été prises. Ces dernières ont été mises en place depuis octobre 2014, selon le ministère de la Santé.

Le contrôle consiste en l'organisation d'une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière aigüe et qui a débuté le 15 octobre 2014, couvrant les saisons d'automne et d'hiver, ajoute la même source avant de souligner que 2 millions de doses de vaccin antiviral ont été acquies.

Le vaccin antigrippal est disponible gratuitement au niveau des centres de vaccination relevant des établissements de la santé publique ainsi qu'au niveau des pharmacies.

Souhila K./APS

À l'horizon 2018

Le taux de consommation de médicaments en Algérie sera de 5,7 milliards dollars

Le président de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (Unop), le D' Abdelwahid Kerrar, a affirmé dimanche à Alger que le taux de consommation de médicaments en Algérie atteindra 5,7 milliards de dollars à l'horizon 2018.

Le taux de consommation des médicaments en Algérie est appelé à augmenter d'année en année pour atteindre 5,7 milliards de dollars à l'horizon 2018, a indiqué le responsable dans une conférence de presse organisée pour soulever les problèmes de l'industrie pharmaceutique nationale.

D' Kerrar, qui s'est appuyé sur des données de l'Institut américain des statistiques, a estimé que cette situation «est normale», invitant les médias à analyser le

marché national du médicament en termes de production et d'importation plutôt que de se contenter de relayer les chiffres du Centre national des statistiques relevant des douanes qui présente une facture englobant tous les aspects liés à ce domaine.

Pour lui, la hausse de la facture d'importation des médicaments est due à plusieurs facteurs, notamment la croissance démographique, l'augmentation de l'espérance de vie et les variations de la situation épidémiologique de la société algérienne.

Il a rappelé que la facture d'importation avait atteint 2,3 milliards de dollars en 2013, la part de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) représentant 402 milliards

de dollars dont 60% pour l'acquisition de médicaments anticancéreux.

En 2014, la facture s'élevait à 2,6 milliards avec 752 millions pour la PCH, a-t-il ajouté.

Il a relevé une baisse de 5% de la facture d'importation de médicaments grâce au développement de l'industrie nationale qui, selon les données du ministère de l'Industrie, a enregistré une croissance de 17% en 2014.

Le secrétaire général de l'Unop, Nabil Mellah, a pour sa part évoqué les problèmes que rencontre le secteur depuis une dizaine d'années, liés notamment à la bureaucratie.

Il a également regretté que les opérateurs de la pharmacie n'aient pas été

associés au conseil ministériel dédié au secteur.

Le ministère de la Santé reçoit des représentants de certains laboratoires étrangers implantés en Algérie alors que les opérateurs nationaux ne sont reçus qu'après un parcours du combattant, a-t-il également déploré.

En outre a-t-il dit, la tutelle ne reçoit que deux dossiers relatifs aux médicaments, soumettant les opérateurs à une longue attente et à une perte substantielle.

Ceci, d'après lui, sans parler de la problématique d'enregistrement du médicament soumis pourtant à un prix de référence.

R. S.

Bilan de janvier de la sûreté de Boumerdès

Agressions, drogue et accidents...

■ Les affaires les plus courantes sont celles liées aux coups et blessures, injures, menaces, vol sur la voie publique. Par ailleurs, le bilan des activités des brigades chargées de la sûreté publique indique que 29 accidents de la circulation ont été enregistrés.

Par A. Kichni

Pas moins de 110 affaires ont été traitées par les différentes structures de la sûreté de wilaya de Boumerdès au mois de janvier dernier, lit-on dans un communiqué émanant de la structure départementale. 194 personnes, dont 10 femmes et un mineur, impliquées dans ces affaires ont été interpellées. Parmi ces dernières, 24 ont été placées en détention dans les différents

centres de détention et de rééducation, entre au-tres, ceux de Tidjlabine et Bordj-Menaïel, 25 ont bénéficié de la citation directe et 4 ont été placées sous contrôle judiciaire. Les affaires les plus courantes sont celles liées aux coups et blessures, injures, menaces, vol sur la voie publique.

Par ailleurs, le bilan des activités des brigades chargées de la sûreté publique indique que 29 accidents de la circulation ont été enregistrés au mois de jan-



Ph: DR

vier en zone urbaine contre 17 au mois de décembre dernier. Ces accidents ont causé la mort de 4 personnes et fait 36 blessés.

Le même bilan indique également que 1 752 contraventions ont été relevées au mois de janvier contre 1 407 au mois de mai. Ces dernières se caractérisent par la mise en fourrière de 38 véhicules tous types confondus (transports de voyageurs, camions) contre 12 au mois de décembre, et le retrait de 362 permis de conduire contre 165 le mois précédent. Parmi ces infractions, 43 sont liées à l'excès de vitesse. Outre ces dernières, 1 114 contraventions contre 1 098 sont liées au défaut de stationnement dont la majorité est prescrite par la sûreté urbaine du chef-lieu de wilaya, ajoute le communiqué.

Par ailleurs, la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a enregistré, quant à elle, 85 interventions dont 34 liées à l'urbanisme, 11 à l'environnement, 3 à la santé et l'hygiène et 35 autres relevées dans le cadre de la lutte contre le marché informel.

Saisie de psychotropes

Quant aux affaires liées à la drogue, les policiers ont traité 25 affaires et saisi 164,9 g de drogue type résine de cannabis et 345 substances de psychotropes. Parmi les 34 personnes interpellées, 18 ont été placées sous mandat de dépôt, 18 comparaitront en citation directe et 2 sous contrôle judiciaire.

A.K.

Police à Béjaïa

3 775 retraits de permis en 2014

Pas moins de 3 775 permis de conduire ont été retirés par les services de la sûreté publique de Béjaïa durant l'année 2014. C'est le bilan communiqué avant-hier par la cellule de communication de la sûreté de wilaya qui précise que 278 véhicules ont été mis à la fourrière sur les 165 313 contrôlés durant la même année dans la wilaya. A l'issue de ces contrôles, il a été dressé un total 21 948 contraventions.

Dans le registre des accidents de la route, il a été indiqué que 484 accidents de la circulation ont été enregistrés lesquels ont occasionné 20 décès, dont 17 hommes et 3 femmes, et 678 blessés, soit un total de 509 hommes et 164 femmes.

H.C.

Médéa

Nouveau plan de développement de la production avicole

Un nouveau plan de développement de la production avicole pour la wilaya de Médéa vient d'être élaboré par la direction des services agricoles (DSA), en vue d'une exploitation optimale du potentiel local et la consolidation des performances enregistrées par cette filière, durant ces dernières années, a-t-on appris auprès de cette direction.

Ce plan de développement, mis sur pied en concert avec les opérateurs du secteur, la chambre agricole et les différents instituts spécialisés, a pour objectif essentiel de prémunir le secteur de l'impact négatif des aléas climatiques, principalement en période de forte sécheresse et à encourager l'élevage «hors sol», de manière à réduire les effets d'un éventuel stress hydrique prolongé, a-t-

on indiqué. La démarche préconisée par les responsables du secteur agricole s'articule sur deux axes d'intervention majeurs, à savoir la mise en place d'un contrat d'activité agricole, à travers lequel le producteur s'engage à réaliser un quota défini dans le document contractuel. Ce dernier a pour avantage, selon la même source, d'assurer un débouché commercial au produit local, permettre également aux unités d'abattage et de conditionnement de fonctionner à «plein régime» et de garantir l'approvisionnement régulier du marché, local ou national, en quantités suffisantes de viande blanche. Le deuxième axe d'intervention porte sur la modernisation de l'outil de production et la création de complexes avicoles susceptibles de stimuler

la dynamique que connaît ce segment d'activité agricole, a-t-on fait savoir, précisant que les efforts entrepris dans cette optique, depuis quelque temps, vont être couronnés par la mise en exploitation prochaine de quatre importants complexes avicoles, implantés dans les communes de Sidi-Naâmane, Berrouaghia et Ain-Boucif.

Les responsables de la direction des services agricoles espèrent multiplier, d'ici à 2019, le nombre de complexes avicoles, en le portant à seize unités, avec en perspective une production globale d'environ 400 000 quintaux de viande blanche, soit le double de la production obtenue durant l'exercice 2013-2014, a-t-on noté.

Maya D./APS

Céréaliculture à Ain Defla

Sensibilisation sur l'importance des techniques modernes

Une caravane de sensibilisation portant sur l'importance du recours aux techniques modernes utilisées en céréaliculture sera lancée aujourd'hui à l'adresse des céréaliculteurs de la wilaya de Ain Defla, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA), organisatrice de cette manifestation.

Cette caravane d'une journée a notamment pour objectif l'amélioration des rendements, a indiqué la même source, qui signale que cette manifestation se penchera sur divers volets à l'image du cycle végétatif des céréales, les mauvaises herbes, les semences, l'irrigation et le réglage des pulvérisateurs.

De nombreux partenaires de la direction locale du secteur prendront part à cette caravane, à l'instar de la chambre d'agriculture de

la wilaya, la Coopérative des céréales et des légumes secs (Ccls) de Khemis Miliana, l'université de la même ville, l'Union nationale des paysans algériens (Unpa) et l'Office national d'irrigation et de drainage (Onid), a-t-on précisé. Les régions d'El Attaf, Bourached et Khemis Miliana constitueront le point de mire de cette caravane, a précisé la même source, qui fait remarquer que cette dernière sera

également mise à profit pour débattre des problèmes auxquels sont confrontés les céréaliculteurs.

Près de 80 000 hectares ont été consacrés à la céréaliculture au cours de l'actuelle campagne agricole dont 5 000 sont destinés au programme semences, a rappelé la même source qui relève l'importance de la céréaliculture dans la sécurité alimentaire du pays.

Salim O.

Tissemsilt 17 500

bonnes de gaz butane écoulees

PLUS DE 17 500 bouteilles de gaz butane ont été écoulees dans la wilaya de Tissemsilt dans les trois derniers jours marqués par de fortes chutes de neige, a-t-on appris auprès du directeur de wilaya de l'énergie.

Le centre enfûteur de wilaya a livré un total de 5 800 bouteilles de gaz butane par jour à toutes les communes de la wilaya, en accordant la priorité aux zones éloignées et non raccordées au réseau de gaz de ville, a indiqué Ghaouti Reguieg. Le même centre a mobilisé, durant les trois derniers jours, trois équipes travaillant en H/24 pour satisfaire la demande des habitants.

La perturbation dans l'opération d'approvisionnement en gaz butane dans certains points de vente à travers la wilaya et les longues files relevées devant le centre enfûteur du chef-lieu de wilaya sont dues à la demande croissante, notamment de la part des aviculteurs, a-t-il expliqué.

Les services communaux de Layoune, Bordj Emir Abdelkader, Sidi Abed et Khemisti ont mis leurs moyens de transport à la disposition du centre enfûteur de gaz butane en vue de faciliter l'approvisionnement en cette énergie au profit des zones éloignées, a-t-il ajouté.

Eu égard à la demande croissante sur le gaz butane dans la wilaya lors des dernières intempéries, une cellule de crise a été installée au niveau du centre enfûteur présidée par le premier responsable du secteur qui est assisté de représentants de la sûreté de wilaya, selon la même source.

Les services de la direction de l'énergie ont pris, en collaboration avec le centre enfûteur et en prévision de la saison hivernale, des dispositions préventives pour un approvisionnement régulier en cette source énergétique dont celle de mobilisation de 18 camions de transport de bonbonnes de gaz par l'unité de wilaya de Naftal et de 16 camions pour le transport du gaz butane brut à partir du complexe de production à Arzew (Oran) vers le réservoir principal du centre enfûteur de bonbonnes du chef-lieu de wilaya.

Les présidents d'APC sont également appelés à offrir des moyens de transport nécessaires pour assurer un approvisionnement quotidien de la population.

R.R.



Dialogue inclusif libyen

L'Algérie déploie des efforts pour rapprocher les points de vue

■ Messahel a souligné que «l'Algérie, à la demande des frères libyens, déploie des efforts pour rapprocher les points de vue des parties et préparer les conditions d'un dialogue inclusif, à l'exclusion des groupes terroristes reconnus en tant que tels par l'ONU».

Par Salim K./Agence

L'Algérie déploie des efforts pour rapprocher les points de vue des parties libyennes et préparer les conditions d'un dialogue inclusif pour parvenir à une solution politique consensuelle à la crise qui secoue la Libye, a affirmé, à Alger, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

Lors d'une rencontre avec les ambassadeurs des pays de l'Union européenne (UE), M. Messahel a souligné que «l'Algérie, à la demande des frères libyens, déploie des efforts pour rapprocher les points de vue des parties et préparer les conditions d'un dialogue inclusif, à l'exclusion des groupes terroristes reconnus en tant que tels par l'ONU». L'objectif, a-t-il dit, est de «parvenir à une solution politique consensuelle qui préserve l'unité, l'intégrité territoriale du pays et la cohésion du peuple libyen et ouvre la voie à la mise

en place des institutions chargées de gérer la transition». Il a indiqué, à cet effet, que l'Algérie «est en contact avec des pays partenaires, aussi bien de la région que du monde, notamment les pays du voisinage, le Qatar, les Emirats arabes unis, la Turquie, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et la Russie, pour forger un consensus sur les contours d'une solution politique interlibyenne négociée de sortie de crise».

Les pays du voisinage, a-t-il ajouté, «se retrouveront jeudi prochain à N'djamena pour poursuivre leur concertation sur la crise libyenne». M. Messahel a relevé, par la même occasion, que l'Algérie «soutient les efforts du représentant spécial de l'ONU pour la Libye, Bernardino Leon, avec qui la concertation est permanente».

Mogherini met en garde contre le risque «d'explosion»

La représentante de la diplo-



matie de l'Union européenne, Federica Mogherini, a mis en garde dimanche contre le risque «d'explosion» de la Libye, estimant que ce serait «extrêmement dangereux» pour l'Europe.

«C'est le mix parfait prêt à exploser et s'il explose, il explosera juste aux portes de l'Europe», a-t-elle déclaré à la Conférence sur la sécurité de

Munich (sud de l'Allemagne). «La combinaison d'éléments présents là-bas est extrêmement dangereuse pour nous et pour la sécurité de la région», a-t-elle souligné. La Libye est plongée dans le chaos avec deux gouvernements rivaux, l'un mis en place par une coalition de milices, Fajr Libya, qui s'est emparé de la capitale cet été, et

l'autre reconnu par la communauté internationale et qui a dû s'exiler dans l'est du pays. L'EI est actif dans sept villes de Libye et a mené des attaques dans une douzaine d'endroits dans le pays, mettant aussi en garde contre un afflux en Libye de combattants étrangers.

Salim K./Agence

Tunisie

Une série de mesures face aux incidents survenus à Dhehiba

Un ensemble de mesures ont été prises, à la suite des incidents survenus dans la délégation de Dhehiba du gouvernorat de Tataouine et qui ont coûté la vie à un manifestant. Selon un communiqué de la présidence du gouvernement, ces décisions interviennent à l'issue de la réunion de la cellule de crise en charge du suivi de la situation sécuritaire dans le pays.

Ces décisions prévoient de : ouvrir une enquête sur les circonstances de la mort de l'un des manifestants, examiner la possibilité de réviser la taxe de sortie du sol tunisien imposée aux Libyens, dépêcher une délégation gouvernementale vers Dhehiba pour s'enquérir de la situation socio-économique dans la région, appeler les partis politiques, les composantes de la société civile et les leaders d'opinion à Dhehiba à apaiser la tension dans la région et imposer le respect des locaux de sécurité qui représentent la souveraineté de l'Etat.

Présidée par le Chef du gouvernement, Habib Essid, la réunion de la cellule de crise s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, Néjem Gharsalli, du ministre de la Défense, Farhat Horchani, du secrétaire d'Etat aux Affaires sécuritaires, Rafik Chelli, du secrétaire d'Etat aux Affaires locales, Hédi

Majdoub, ainsi que de plusieurs responsables sécuritaires et militaires. D'après le même communiqué, la réunion a porté sur les circonstances de ces incidents qui ont éclaté à la suite de l'incendie du poste de la Garde nationale dans la région et des domiciles du chef de la brigade de la Garde nationale et de deux agents ainsi que de la tentative d'assaut contre le poste de la garde frontière. Une

personne originaire de la délégation de Dhehiba (gouvernorat de Tataouine) est décédée, dimanche, après avoir inhalé du gaz lacrymogène utilisé lors des affrontements survenus dans la région, a déclaré un proche de la victime au correspondant de la TAP.

Les protestations se poursuivent en ce moment à Dhehiba où les manifestants ont assiégé le poste de la garde frontière. Des tirs

de sommation nourris ont été lancés lors de ces manifestations pour disperser les protestataires, faisant plusieurs blessés, a rapporté le correspondant de la TAP. Des renforts sécuritaires et militaires sont arrivés sur les lieux.

Par ailleurs, des membres de l'Assemblée des représentants du peuple et des représentants de la société civile se sont rendus à Dhehiba pour tenter d'apaiser les

tensions. Un mouvement de protestation est organisé, depuis presque une semaine, par les habitants de Dhehiba pour revendiquer le droit au travail et au développement et réclamer le rétablissement de l'activité commerciale entre la Tunisie et la Libye et la suppression de la taxe de sortie imposée aux Libyens.

Mondji Tahri

Sahara occidental

L'ONU consciente de la nécessité de parvenir à une solution

La représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, Kim Bolduc, a affirmé dans les camps des réfugiés sahraouis que l'ONU était parfaitement consciente de la nécessité de parvenir à une solution à la question du Sahara occidental.

Dans une déclaration à la presse à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre sahraoui, Abdelkader Taleb Amar, la responsable onusienne a souligné qu'elle suivait de près la situation, depuis sa nomination en mai 2014, à travers les équipes activant au Sahara occidental et dans les camps des réfugiés sahraouis.

«Nous croyons à la nécessité

de parvenir à une solution juste et durable pour le rétablissement de la sécurité dans la région», a ajouté Kim Bolduc. Pour sa part, le Premier ministre sahraoui a mis en avant la coopération du Front Polisario avec M^{me} Kim Bolduc en vue de faciliter sa mission qui consiste en l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui. Il a, en outre, fait part à la responsable onusienne, au nom du président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, du rejet par la partie sahraouie de la politique d'attribution adoptée par les forces d'occupation marocaines affirmant qu'il était temps pour l'ONU de faire pression sur

le Maroc. Le Premier ministre sahraoui a souhaité que l'ONU prenne des mesures concrètes pour préserver les droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés et mettre un terme à la spoliation des richesses du Sahara occidental par le Maroc, une pratique contraire au Droit international. La visite de la responsable onusienne s'inscrit dans le cadre d'une tournée dans la région qu'elle a entamée vendredi par le Maroc et El-Ayoune occupée. Pour sa part, le Premier ministre, Abdelkader Taleb Amar, a réitéré la coopération du Front Polisario avec la Représentante spéciale du SG de

l'ONU et chef de la Minurso, M^{me} Kim Bolduc, en vue de faciliter sa mission qui consiste en l'organisation d'un référendum pour l'autodétermination du peuple sahraoui. Dans une déclaration à la presse à l'issue d'un entretien avec la Représentante spéciale du SG de l'ONU, M. Taleb Omar a souligné qu'il a fait part à la responsable onusienne, au nom du président sahraoui, Mohamed Abdelaziz, du rejet par la partie sahraouie de la politique d'attribution adoptée par les forces d'occupation marocaines, affirmant qu'il était temps pour l'ONU de faire pression sur le Maroc.

N. L./ SPS



Orchestre symphonique national

Un spectacle plein de surprises

■ L'Orchestre symphonique national multiplie ses activités en apportant toujours de la nouveauté aux mélomanes de la musique classique. Après un spectacle animé fin janvier au Théâtre national sous la direction du chef d'orchestre Amine Kouider, la même salle accueille ce soir un spectacle animé en collaboration avec le Grand Opéra de la république de Chine. Les organisateurs de cet événement musical affirment qu'il sera plein de surprises.

Par Abla Selles

L'orchestre symphonique national ne chôme plus. Pour ces dernières années, l'orchestre s'est tracé un but et œuvre pour le réaliser avec tous les moyens humains et matériels. Le fruit de ce travail est une série d'activités dans plusieurs villes du pays. Afin d'améliorer le rendement de ses musiciens, assurer un échange artistique avec d'autres pays et représenter l'Algérie avec un travail de haute facture, l'orchestre symphonique national anime des soirées sous la direction de grands chefs d'orchestre étrangers. En effet, des chefs d'orchestre de la Pologne, de Syrie, du Japon et d'autres pays étaient invités en Algérie pour animer des soirées artistiques. Des morceaux variés de la musique classique universelle ont été joués avec beaucoup de succès par les musiciens de cet orchestre. Ils étaient même salués par de grands maîtres pour leurs capacités techniques. Le programme artistique de l'orchestre symphonique national de l'année 2015 a été ouvert par deux spectacles en janvier dernier à Tizi Ouzou et Alger. Animés sous la direction du chef



d'orchestre Amine Kouider, ces soirées ont connu une grande affluence des mélomanes de la musique classique. Le programme de ces deux soirées était riche de rythmes et d'émotions. La première partie du programme a débuté en douceur par un concerto pour deux flûtes du célèbre compositeur allemand de l'âge baroque, Georg Philipp Telemann, interprété avec brio par les flûtistes Djamel Ghazi et Adel Sahnoun. L'orchestre a

ensuite interprété la Symphonie n°4 de La majeure et en quatre mouvements, dite «italienne», (Allegro vivace, Andante con moto, Scherzo con moto moderato et Finale) de Felix Mendelssohn.

Pour ce mois de février, cet orchestre sera présent ce soir au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi au grand bonheur des mélomanes de ce genre musical. Cette soirée organisée en partenariat avec le Grand Opéra de la

république de Chine sera une occasion pour revisiter des morceaux inédits de musique classique. Les organisateurs de cet événement promettent que la soirée sera pleine de bonnes surprises. A l'instar des musiciens algériens, des musiciens de Chine prendront part à ce spectacle, à l'image du violoniste Li Zhu, la soprano Hongling Lyu ainsi que le ténor Djin Zhandjiane.

A.S.

Artisanat d'art

La culture de Ghardaïa éblouit les Constantinois

La vallée du M'zab fait découvrir depuis dimanche, à des Constantinois éblouis, toute la richesse de son terroir à travers une exposition du maître-artisan Brahim Allout, de la wilaya de Ghardaïa.

Des objets d'art façonnés à partir de divers matériaux, dont le marbre, des tapis, de la maroquinerie, de la poterie, de la dinande-

rie, des habits traditionnels et des bijoux spécifiques à la région de Ghardaïa ornent l'une des somptueuses salles du Palais Ahmed-Bey, siège du musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles, organisateur de cette manifestation.

L'artiste, natif de la capitale du M'zab, a estimé, dans un entretien à l'APS, que le produit artisanal est

«un héritage collectif qui cimenter l'appartenance identitaire et renforce l'unicité de la société, quelle que soit la région où l'on vit».

De nombreux motifs et points communs des œuvres artisanales exposées semblent étayer cette appartenance identitaire partagée par bien d'autres régions de l'Algérie profonde, à l'instar de la Kabylie, de Timimoun, d'Adrar, des

Aurès et même de Constantine. Des bijoux en argent conçus selon la technique du «repoussé» et des produits de style berbère comme la «khalala», le «khalkhal bouratiline», la broche, les boucles d'oreilles, le tapis de couloir ou de coin de Beni Izguen, le tapis d'ornement mural ou de sol ou encore le «haïk», le burnous, la kachabia et la gandoura illustrent ce rapprochement par l'analogie des motifs et des signes, facilement discernable.

F.H.

Ciné-club Persé-Ciné

Le cinéma asiatique s'invite à Sétif

Le ciné-club Persé-Ciné de Sétif organise un mini-cycle de cinéma asiatique le 30 janvier et le 13 février prochain.

Prévues à la Maison de la culture de Sétif, partenaire du ciné-club, les projections s'articuleront sur deux films : «Metro Manila» de Sean Ellis et «Tel

Grammy de la chanson de l'année

Sam Smith remporte le prix

Le Britannique Sam Smith, déjà sacré meilleur nouvel artiste, a remporté dimanche soir le prix de la meilleure chanson de l'année pour son tube «Stay with me», lors de la cérémonie des Grammy Awards à Los Angeles. Le chanteur de soul est l'auteur, avec William Phillips et James Napier (ou Jimmy Napes), de cette ballade sur l'aventure d'une nuit, qui est devenue l'un des plus gros tubes de l'année 2014 et figure dans l'album «In the lonely hour».

R.I.

«père, tel fils» de Hirokazu Koreeda. Le premier film cité sera projeté le 30 janvier à 15h et conte l'histoire d'Oscar Martinez, qui s'installe dans la ville de Metro Manila aux Philippines et tente d'y survivre.

Le vendredi 13 février, même heure, même lieu, «Tel père, tel fils» sera projeté. Le film suit Ryoata, un architecte obsédé par la réussite professionnelle, qui forme avec son épouse et leur fils de 6 ans une famille idéale.

Tous ses repères volent en éclats quand la maternité de l'hôpital où est né leur enfant leur apprend que deux nourrissons ont été échangés à la naissance : le garçon qu'il a élevé n'est pas le sien et leur fils biologique a grandi dans un milieu plus modeste.

Les projections qui se dérouleront à la Maison de la culture de Sétif, sont gratuites et ouvertes au public.

D.R.

Institut français d'Oran

Troisièmes journées de la photo

L'Institut français d'Algérie organise les troisièmes journées de la photo à Oran, du 12 au 16 février 2015.

Des expositions, des conférences et autres projections seront au menu des participants et des photographes, présents à ces journées, où Ulrich Lebeuf, photographe à l'agence MYOP, Marie Sumalla, éditrice photo au journal «Le Monde», Samuel Bollendorff, photographe à la revue «Ciel Public», Dimitri Beck, chef éditeur à «Polka Magazine» ou encore

Philippe Guionie, photographe à l'agence MYOP viendront partager leurs parcours et leur passion commune pour la photo.

Coté expositions, «Les femmes de Sidi Houari» connaîtra son vernissage le 12 février à l'Institut français d'Oran, lieu où se dérouleront les journées de la photo. Signée Arslane Bestaoui, photographe de Tlemcen, elle portera sur le quotidien de ce quartier populaire de la ville, à travers le regard des femmes qui le composent.

G.K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

L'espace d'exposition «La Baignoire»
Jusqu'au 28 février :
Exposition de photos intitulée Chawarî3

Salle Ibn Khaldoun
26 février :
Concert musical animé par l'artiste jordanienne Macadi Nahhas

Musée public national du Barde
Jusqu'au mois de mars :
Exposition «Pouvoirs des perles d'Afrique» (collection de Tonia Marek).

Théâtre national Algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)
Mardi 10 février à 19h :
L'ambassade de la République populaire de Chine, en collaboration avec le TNA, organise un concert de l'Orchestre symphonique national algérien avec la China NCPA Orchestra, sous la direction du maestro Amine Kouider et avec la participation de Li Zhu (violon), Hongling Liu (soprano) et Jin Zhengian (ténor)

Salle El-Mouggar
Jusqu'au 13 février (sauf le 8 février) :
Projection du film Harraga Blues de Moussa Haddad, à raison de 4 séances par jour : 14h, 16h, 18h et 20h. Sauf le 12 février, à 14h et 20h et le 13 février à 16h et 20h.

Bibliothèque MultiMédia Bachir-Mentouri
Jusqu'au 28 février :
L'établissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, en partenariat avec la maison d'édition Synopsis, organise une exposition de livres.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 28 février :
6e Festival international d'art contemporain.

Maison de la culture de Biskra
Du 16 au 23 février :
Festival international de poésie arabe classique de Biskra

Maison de la culture de Tiaret
Du 18 au 23 février :
Festival national de la chanson engagée



Irak

Une offensive majeure se dessine pour contrer les jihadistes

■ Une offensive terrestre d'envergure des forces irakiennes se dessine en Irak pour déloger le groupe État islamique des régions qu'il occupe au nord et à l'ouest de Bagdad, où deux attentats suicide ont fait près de 40 morts en trois jours.

La capitale irakienne est à l'abri d'une attaque majeure des jihadistes mais des attentats suicide, qui sont souvent le fait d'extrémistes sunnites tels les jihadistes de l'EI, contiennent de la secouer, comme celle qui a tué 14 personnes hier dans un quartier chiite. Trois jours plus tôt, samedi, 23 personnes étaient mortes à Bagdad lors d'un attentat semblable, qui n'avait pas remis en cause la levée le soir même du couvre-feu nocturne en vigueur pendant des années dans la capitale, mesure que les habitants avaient fêté comme une «libération». Après six mois de pilonnage aérien en Irak, d'abord en août par les États-Unis puis par d'autres membres de la coalition internationale, et quelques succès sur le terrain, significatifs bien que géographiquement limités, l'armée irakienne s'appareille à lancer une nouvelle offensive terrestre contre les jihadistes. «Il y aura une contre-offensive terrestre majeure en Irak», a annoncé le coordinateur américain de la coalition, John Allen, à l'agence jordanienne officielle Petra. «Dans les prochaines semaines, quand les forces irakiennes commenceront la campagne terrestre pour reprendre

l'Irak, la coalition fournira une puissance de feu importante en soutien (de cette opération)», a-t-il dit en balayant les accusations de retard dans la livraison d'armes et l'entraînement de l'armée irakienne. Le groupe ultraradical sunnite de l'EI a profité de la guerre en Syrie et de l'instabilité en Irak pour s'emparer de pans entiers de territoire dans ces deux pays, où il commet des atrocités dénoncées comme des crimes contre l'humanité par l'ONU. Selon le secrétaire d'État John Kerry, la coalition mise en place par Washington avec l'objectif de «détruire» ce groupe jihadiste, a mené depuis août plus de 2 000 frappes en Irak et en Syrie et a permis de reprendre «un cinquième du territoire» dont l'EI s'était emparé. Les raids ont «privé les insurgés de l'utilisation de plus de 200 infrastructures gazières et pétrolières, perturbé leur chaîne de commandement, mis sous pression leurs finances et éparpillé leur personnel», a-t-il dit à la conférence de Munich (Allemagne) sur la sécurité. En Syrie, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a affirmé que les combattants kurdes avaient repris à l'EI plus d'un tiers des villages autour de Kobané depuis l'ex-

pulsion fin janvier du groupe de cette ville syrienne frontalière de la Turquie. Plus de 200 villages de la région restent aux mains des jihadistes. Membre de la coalition, la Jordanie a intensifié ses raids depuis l'annonce le 3 février de l'exécution par l'EI dans des circonstances particulièrement horribles d'un de ses pilotes, capturé en décembre après une frappe en Syrie. Amman a affirmé avoir détruit 56 cibles de l'EI en trois jours de frappes aériennes alors que le chef d'état-major jordanien a prétendu que ses chasseurs avaient supprimé «20% de ses capacités de combat», un chiffre invérifiable. D'abord uniquement impliqué en Syrie, la Jordanie bombarde désormais les jihadistes en Irak. Le royaume est le premier pays arabe de la coalition à frapper en Irak, en tout cas officiellement. Les Émirats arabes unis ont dépeché en Jordanie un escadron d'avions F-16 pour soutenir ce pays «frère», qui a promis «d'éradiquer» l'EI en représailles à la mort terrible de son pilote, brûlé vif dans une cage selon une vidéo du groupe. Outre l'exécution d'otages étran-



Ph. > D. R.

gers, l'EI, fort de dizaines de milliers de combattants, a aussi recours aux décapitations, crucifixions, viols et nettoyage ethnique dans les territoires sous son contrôle. Depuis le début février, deux charniers remplis chacun d'une vingtaine de corps de membres de la minorité yazidite - hommes, femmes et

enfants - ont été découverts dans le nord de l'Irak. Enfin, l'incertitude demeure sur le sort de l'otage américaine de 26 ans Kayla Jean Mueller. L'EI affirme qu'elle a été tuée dans un «raid jordanien» sur Raqa, son fief en Syrie, mais les États-Unis ont dit ne disposer d'aucune preuve de sa mort.

SwissLeaks

La face sombre du secret bancaire suisse dévoilée

endommagées par cette affaire.

Des manquements du passé

De son côté, la banque HSBC Suisse a réagi hier dans un courriel à l'AFP à ces informations, en disant qu'elles appartaient «au passé». «Depuis 2008, HSBC a radicalement changé sa stratégie», a ajouté la banque, en reconnaissant avoir eu des «manquements» dans le passé. Dans ces fichiers figurent les noms de Saoudiens, suspects d'avoir financé Oussama Ben Laden dans les années 2000, des barons de la drogue, des trafiquants d'armes et des diamantiers véreux. Selon la banque HSBC Suisse, une nouvelle direction, mise en place après l'affaire du vol de données en 2007, «a procédé à un examen en profondeur des affaires, ce qui inclut des fermetures de comptes de clients qui ne correspondaient pas aux standards élevés de la banque, et la mise en place d'un système très poussé de contrôle interne». «Ces révélations concernant des pratiques du passé doivent rappeler que ce vieux modèle d'affaires de la banque privée suisse n'est plus acceptable», a conclu la banque suisse. La banque a ainsi fait le ménage dans son portefeuille clients, qui a subi une sévère cure d'amaigrissement. Sa clientèle s'est réduite de 70% depuis 2007 et les comptes gérés ne sont plus que 10 000, contre 30 000 il y a 8 ans. Les avoirs gérés par la banque ont aussi fondu, passant de 118 millions de dollars à 68 millions fin 2014. Les noms des clients publiés hier par la presse sont notamment ceux de vedettes du show-business, et de chefs d'entreprises ou de leurs héritiers.

Ces noms n'étaient connus jusqu'à présent que par la justice et quelques administrations fiscales, même si certains éléments avaient déjà filtré dans la presse. Concrètement, entre le 9 novembre 2006 et le 31 mars 2007, quelque 180,6 milliards d'euros auraient transité sur des comptes d'HSBC à Genève, cachés entre autres derrière des structures offshore au Panama et dans les îles Vierges britanniques, selon les enquêteurs. En France, l'humoriste Gad Elmaleh est cité, pour avoir disposé d'un compte faiblement approvisionné à Genève, avec un peu plus de 80 000 euros entre 2006 et 2007. Selon les informations du journal *Le Monde*, il aurait régulièrement sa situation auprès du fisc français. Parmi les noms cités dans les différents médias figurent notamment le roi du Maroc Mohammed VI ou le roi de Jordanie Abdallah II. Le journal suisse *Le Temps* met l'accent sur les personnalités politiquement exposées, évoquant entre autres Rami Makhlouf, cousin du président syrien Bachar al-Assad. Il cite également l'ancien ministre haïtien Frantz Merceron ou encore l'ancien ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie Rachid Mohamed Rachid, qui avait été condamné à cinq ans de prison en juin 2011 pour abus de biens sociaux issus des fonds pour le développement du pays. «HSBC Private Bank (Suisse) a continué d'offrir des services à des clients qui avaient été cités défavorablement par les Nations unies, dans des documents légaux et dans les médias pour leur lien avec le trafic d'armes, les diamants de guerre ou la corruption», fustige de son côté l'ICIJ.



Points chauds

Dettes

Par Fouzia Mahmoudi

Si le rêve d'une Europe économique s'est réalisé avec plus ou moins de succès il est néanmoins certain que le rêve que l'UE serait un jour comme les États-Unis, un grand et unique pays composé d'États plus ou moins indépendants est encore loin. Premièrement parce que les peuples européens ne semblent pas pressés de voir cela se concrétiser tenant tous plus ou moins à l'indépendance et au particularisme de leur pays, mais surtout parce que les frictions et mésententes, inévitables, créent des gaps qu'il est parfois bien difficiles de combler. Ainsi, il y a les meneurs de l'Europe, avec l'Allemagne en chef de file incontestable avec son économie prospère et ceux qui causent problèmes et soucis, comme la Grèce qui n'a cessé depuis plusieurs années déjà d'être une épine dans le pied européen. Toutefois, les Grecs avec un nouveau gouvernement fraîchement élu, semblent bien décidés à ne pas rester le mouton noir de l'UE et tentent de se sortir la tête de l'eau alors que les Allemands se montrent pressants et autoritaires. Un autoritarisme qui déplaît aux nouveaux dirigeants grecs, qui, s'ils veulent faire preuve de bonne volonté ne sont néanmoins pas prêts à se laisser déborder par les Allemands. Ainsi, le nouveau Premier ministre a rappelé cette semaine lors d'un discours, qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne doit environ 10 milliards de dollars à la Grèce. En effet, à peine élu, Alexis Tsipras, le Chef du gouvernement grec, est allé se recueillir sur le site de Kaisariani, à l'est d'Athènes. Le 1^{er} mai 1944, la Wehrmacht (l'armée nazie) y fusilla deux cents résistants grecs en représailles à l'assassinat de l'un de ses généraux pris dans une embuscade de la résistance quelques jours auparavant. Le choix de ce lieu symbolique pour ce tout premier acte officiel est un message subtil à l'intention des Allemands, leur rappelant qu'ils sont eux-mêmes de très mauvais payeurs et que leur dette de guerre n'a cessé d'être ajournée. Le 6 avril 1941, l'armée allemande envahit la Grèce. Pendant quatre ans, le pays va subir une des occupations les plus violentes en Europe. Les Grecs résistent. La répression est sanglante. Des villages entiers sont massacrés. Le bilan en vies humaines est l'un des plus lourds d'Europe. En outre, la Banque centrale grecque, et c'est là le cœur de la question des réparations relancée aujourd'hui, est forcée d'accorder à l'Allemagne un prêt de 476 milliards de Reichsmarks à taux zéro. Ce «prêt» ne sera jamais intégralement remboursé. Mais Berlin a d'ores et déjà exclu toute réparation financière à l'égard d'Athènes. Un nouveau sujet de discorde entre les deux pays qui ne risque pas d'aider la cohésion européenne, déjà fragile, avec la popularité grandissante que connaissent les partis anti-européens (tel le FN en France) dans de nombreuses nations de l'UE. Ainsi l'Allemagne et la Grèce ne sont que le premier symptôme du mal qui ronge l'UE et qui risque de se propager au gré des difficultés économiques de tel et tel pays et des mésententes entre nations.

F. M.

Coup-franc direct



La leçon ivoirienne

Par Anouar M.

La Côte d'Ivoire est sur le toit de l'Afrique après avoir pris le dessus sur le Ghana en finale de la CAN. L'arrivée des Eléphants à ce résultat n'est pas le fruit du hasard mais ils ont réellement travaillé dur pour y arriver. Aussi ils ont engagé l'entraîneur qu'il fallait, à savoir, Hervé Renard, le coach déjà champion d'Afrique avec une sélection pourtant moins prestigieuse que la Côte d'Ivoire, à savoir, la Zambie lors de la CAN 2012. Renard a transcendé cette équipe et l'a emmené vers le haut après qu'elle eut raté ce sacre à deux reprises en échouant en finale. Mais ce qui a aidé le plus les Ivoiriens c'est le fait qu'ils sont venus en Guinée équatoriale sans faire de bruit et sans être gonflés par les médias, au contraire de l'Algérie qui a été donnée vainqueur du sacre avant même le début du tournoi. Cela a donc été en sa faveur étant donné qu'ils se sont bien concentrés avant de sortir le candidat en force pour cette CAN et s'ouvrir une voie royale. L'Algérie aurait fait mieux de claquer cet exemple au lieu de se prendre la tête et penser pouvoir rafler facilement le sacre alors que tout le monde sait qu'il n'est pas facile de prendre un tel titre qui demande de grands sacrifices et un travail appliqué, ce qui n'a pas été le cas pour la sélection nationale. A. M.

Bastia SC Boudebouz autour d'un but décisif

Le meneur de jeu du Sporting Club Bastia, Ryad Boudebouz, auteur d'un but décisif samedi au stade Armand-Cesari, a permis à son équipe de remporter une importante victoire (2-0) face au FC Metz dans le cadre de la 24^e journée de L1 française de football. Après l'ouverture du score par François Kamano à la 65^e minute, les Lorrains ont joué l'attaque à outrance avec l'espoir d'égaliser. Il a fallu que l'international algérien, Boudebouz, ajoute un 2^e but, sur penalty à la 79^e minute, pour mettre les Bleu et Blanc définitive-



ment à l'abri. Une importante victoire pour le club corse, qui se hisse à la 15^e place du classement général, au moment où le FC Metz reste lanterne rouge, avec 21 points.

Supercoupe d'Afrique de handball Berkous jouera avec l'Espérance de Tunis

L'international algérien Messaoud Berkous renforcera les rangs de l'Espérance Sportive de Tunis de handball, en prévision de la Supercoupe d'Afrique qu'elle disputera contre le Club Africain, rapporte dimanche la Radio Shems FM à Tunis. Berkous ne sera pas le seul renfort pour les "Sang et Or", puisque les dirigeants du club ont également jeté leur dévolu sur l'arrière tunisien Mosbah Sana. Le vainqueur du match de Supercoupe d'Afrique entre l'ES Tunis et le Club Africain prendra part au mondial des clubs qui aura lieu au Qatar au cours de l'année 2015. Messaoud Berkous, arrière-gauche du GS Pétroliers et capitaine de la sélection algérienne, a terminé le dernier Mondial au Qatar avec 22 buts. L'équipe de l'Espérance de Tunis a achevé un stage de trois jours au Sahel où elle a disputé trois rencontres amicales successivement contre la JS Kairouane (28-19), l'Etoile du Sahel (26-27) et enfin El Makarem de Mahdia (32-25), a ajouté la même source, sans donner des indications sur la présence ou pas, avec le groupe de l'international algérien Berkous.



Championnat de Ligue I Mobilis, matches avancés de la 20^e journée Le leader en danger à Alger, chaud derby à El Harrach

■ Quatre matches avancés de la 20^e journée de Ligue 1 auront lieu aujourd'hui et qui l'ont été pour permettre aux représentants algériens dans les différentes compétitions africaines dans les prochains jours.

Ainsi, le MC Alger qui ferme la marge reçoit le leader du championnat, le MO Béjaïa, dans une rencontre très difficile. Les Mobistes qui décidés à revenir avec un résultat probant pour garder leur fauteuil surtout qu'ils craignent un retour des Sétifiens.

Les poulaains de Amrani tenteront de surprendre le Doyen chez lui, même s'ils savent au fond que cela ne sera pas vraiment facile. En effet, les gars de Bab El Oued encore sous le choc après l'échec à Béchar face à la JSS mais surtout après avoir enduré des moments difficiles là-bas, feront tout ce qui est en leur possible pour remporter les trois points qui leur permettront sans doute de quitter même provisoirement cette dernière place au classement général. Les Vert et Rouge n'auront, en tout cas, pas d'autres choix que de l'emporter sinon leur situation s'aggrave encore plus.

Un autre match sera fortement disputé, c'est ce derby algérois qui mettra aux prises, l'USM El Harrach à l'USM Alger, soit deux formations qui



visent le haut du tableau. Défaits à Oran par le Mouloudia local, les Harrachis feront tout ce qui est en leur possible pour prendre les trois points du succès pour revenir dans la course à une place sur le podium.

Toutefois, les coéquipiers du buteur-maison, Abid devront se méfier de cette formation de Soustara qui revient en force après sa victoire nette et sans bavure face au RCA avec un cinquant (5/1).

Les poulaains du jeune entraîneur, Bilal Dziri, feront tout pour revenir au moins avec le point du nul qui leur permettra de rester dans la course au titre.

Le CR Belouizdad qui revient en force et qui a aligné une victoire à l'extérieur de ses bases face à l'USM

Bel-Abbès devrait l'emporter à domicile face au MC El Eulma.

Toutefois, le Chabab devra quand même se méfier de la formation de Baba qui a étrillé le CSC lors de la précédente journée. Enfin, le derby de l'Ouest entre l'ASM Oran et l'ASO Chief devra être passionnant. Les Chéliens qui jouent leur survie en Ligue 1 seront en péril chez le voisin oranais qui l'attendra de pied ferme pour tenter d'aligner une autre victoire à la maison.

A. M.

Programme

Mardi 10 février 2015
MCA- MOB (18h)
USMH-USMA (15h)
CRB- MCEE (18h)
ASMO-ASO (16h)

Coupe d'Afrique des Nations 2015 La Côte d'Ivoire est au paradis

La Côte d'Ivoire a remporté la CAN 2015 en battant en finale Ghana, 9-8 aux tirs au but. Rien n'avait été marqué lors des 120 minutes du temps réglementaire et de la prolongation mais les Ivoiriens ont fini par s'imposer après une séance finale absolument inraimentable, rappelant celle de 1992, déjà entre les deux équipes, déjà en finale de la CAN. Vingt-trois ans après la finale de 1992, remportée au bout du suspense par la Côte-d'Ivoire face au Ghana, après une séance de tirs au but interminable (11-10), l'histoire s'est répétée. Sous la chaleur étouffante de Bata, les Eléphants sont venus à bout des Black Stars au terme d'une séance de tirs au but au scénario incroyable. Copa Barry, qui remplacerait au pied levé Gbohrou (blessé samedi



à l'entraînement) dans le but ivoirien, a offert la victoire à son équipe en frappant le tir au but décisif. Didier Drogba, figure de proue de la génération dorée ivoirienne, aura donc vécu cela devant sa télé, chez lui, à Londres. Ses

anciens coéquipiers, avec lesquels il s'était incliné deux fois en finale, en 2006 contre l'Egypte et en 2012 face à la Zambie, ont enfin remporté la Coupe d'Afrique des nations, au terme d'une finale laborieuse mais au dénouement inoubliable.

Avant cela, l'enjeu avait rapidement pris le pas sur le jeu, sur la pelouse de Bata, entre deux formations qui se craignaient énormément. Après un bon début, les Ivoiriens ont vite laissé leurs adversaires produire l'essentiel du jeu, sous l'impulsion d'un Christian Atsu très incisif. C'est d'ailleurs le numéro 7 ghanéen qui s'est procuré la meilleure occasion du match, en envoyant une frappe foudroyante du pied gauche sur la barre de Copa Barry peu avant la demi-heure de jeu (26').

Drame en Egypte

22 morts dans les heurts entre police et supporters

Vingt-deux personnes ont été tuées dimanche soir lors de heurts opposant au Caire la police à des supporters de foot avant la première rencontre du championnat égyptien ouverte au public depuis 2012, selon un nouveau bilan communiqué par le parquet. L'agence de presse officielle avait donné un précédent bilan de 14 morts. Les heurts qui, selon un bilan officiel, ont également fait plus de 25 blessés, ont éclaté devant un stade du nord-est du Caire. Des supporters du club de football de Zamalek ont tenté de rentrer de force dans l'enceinte du stade pour assister à la première rencontre du championnat de première division ouverte au public depuis 2012. La rencontre programmée contre le club d'Enbi se déroulait devant du public, et non à huis clos comme cela a été le cas pour la plupart des matches en Egypte depuis des

violences meurtrières dans un stade à Port-Saïd en 2012. Pour la rencontre de dimanche, le nombre de supporters autorisés à entrer dans le stade était limité à 10 000, mais "la foule à l'extérieur a rapidement dépassé ce chiffre et a tenté de prendre d'assaut les portes du stade et d'escalader les murs", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Des supporters membres du groupe des Ultra White Knight, dépourvus de ticket, ont tenté d'entrer de force pour assister au match, a indiqué la police. Les policiers ont fait usage de gaz lacrymogènes pour les disperser, et les supporters ont tiré des feux d'artifices, selon la police et des témoins. En réaction aux violences, le gouvernement a décidé de suspendre le championnat jusqu'à "une date qui sera décidée ultérieurement", selon un communiqué du bureau du premier

ministre Ibrahim Mahlab. Et la fédération égyptienne de Football a rétabli une interdiction pour le public d'assister aux matches, qui avait été partiellement levée en décembre par les autorités. Le procureur général a ordonné l'ouverture d'une enquête, selon un communiqué du parquet, d'après lequel les supporters ont bloqué une route menant au stade et incendié trois voitures de police. En décembre, les autorités égyptiennes avaient décidé d'autoriser le retour en nombre limité des spectateurs pour certains matches de son championnat de première division de football, à l'occasion du début de la phase retour du championnat qui a démarré dimanche. La Fédération égyptienne avait précisé que cette réouverture des stades au public serait encadrée : seuls 10 000 spectateurs autorisés à assister aux rencontres jouées dans les

principaux stades, au Caire et à Alexandrie, et seuls 5 000 dans les autres enceintes du pays. Seuls les matches opposant deux des six principales équipes du pays, dont Zamalek, continuent de se jouer huis clos, avait alors expliqué un responsable du ministère de l'Intérieur cité par l'agence officielle Mena. A Port-Saïd en février 2012, à l'issue d'une rencontre remportée par le club local d'Al-Masry sur le célèbre club cairote Al-Ahly, des supporters d'Al-Masry s'en étaient pris à ceux de l'équipe adverse, provoquant des violences qui avaient fait 74 morts et des centaines de blessés. Depuis cette catastrophe, le ministère de l'Intérieur n'autorisait qu'un nombre restreint de spectateurs à assister aux matches joués par les clubs égyptiens dans le cadre des compétitions continentales ainsi qu'aux matches de l'équipe nationale.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

PROFILS

Nulle part ailleurs que sur le continent

Par Sid Ali Ouzerrouk

Le même jour, l'Algérie et l'Afrique du Sud perdent deux très grandes figures de leurs littératures. L'Afrique, à ses deux extrémités, peut honorablement pleurer la perte de deux auteurs majeurs d'une des périodes les plus difficiles de son histoire. Deux des pays du continent qui, bien qu'aux antipodes l'un de l'autre, ont longtemps symbolisé les combats libérateurs qui ont marqué une époque du continent noir. Celle qui leur aura permis de rentrer de plain-pied dans une liberté qui leur a été longtemps refusée et qu'ils doivent, encore aujourd'hui, conquérir et construire pour qu'elle réponde aux aspirations de tous ceux qui ont porté ces luttes.

Assia Djebar, André Brink auront marqué de leurs empreintes les transitions souvent douloureuses et tellement frustrantes qui ont fait passer le continent d'une histoire à l'autre. De la colonisation à l'indépendance pour l'une, et de l'apartheid à la république de l'ANC pour l'autre. Tous deux ont porté les combats des hommes et des femmes d'Afrique pour leur émancipation, raconté ces grandes vagues de liberté et tenté chacun, comme il a pu, de préserver le sel de ces mouvements de libération. Les deux auteurs ont tous les deux ancré leurs démarches dans une lutte pour que les opprimés et les subalternes circulent librement dans l'espace. Reconquête du sol sur lequel on marche, reconquête des identités perdues, revendication d'un sol sur lequel se tenir et dire «je».

Assia Djebar a grandi avec la lutte de Libération nationale

et muri avec l'indépendance. De *La Soif*, son premier roman à «*Nulle part dans la maison de mon père*», elle s'est fixée dans le combat des femmes algériennes, pour recueillir avec elles le fruit d'une indépendance porteuse d'espoir, attendre avec elles que les espoirs portent. Elle a plus souvent fait parler les femmes que parler d'elles. Son recours au cinéma dans les années 70 est un choix politique important, c'est le pendant du choix du théâtre par Kateb. Un choix qui aura donné la voix aux reprobés. Le retour à la littérature a aussi été un choix, certainement douloureux et qui se conjugue avec une forme d'exil. Les espoirs de l'indépendance ont rétréci et d'autres luttes ont commencé.

André Brink a écrit une œuvre majeure de la littérature sud-africaine de la fin des années 70. *Une Année blanche et sèche*, un livre que le pouvoir de l'apartheid avait interdit et dont on ne sort pas indemne de sa lecture. Pour les jeunes que nous étions à l'époque, ces deux auteurs, comme bien d'autres, portaient une littérature de lutte et d'espoir. Celle-ci est toujours vivante. Les hommes rendus, fussent-ils ceux qui pleurent sur le peu d'homages rendus par les officiels, ne changeront rien à la valeur de ces deux écrivains, ni d'ailleurs à l'urgence et à la nécessité d'entretenir les combats qui étaient aussi les leurs pour une libération pleine et entière de leur continent et qu'ils auront soutenue de toutes leurs forces.

S. A. O.

Criminalité à Guelma

Démantèlement d'un réseau de faux-monnayeurs

UN RÉSEAU spécialisé dans le trafic de fausse monnaie, composé de 4 personnes, actif dans les régions est et ouest du pays, a été démantelé par les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale à Guelma, a-t-on appris hier auprès de ce corps constitué.

Les membres de ce réseau, âgés entre 30 et 65, interpellés alors qu'ils circulaient à bord d'un véhicule de tourisme immatriculé dans la wilaya de Souk Ahras, sont originaires des

wilayas de Saïda, Souk Ahras, Annaba et M'sila, a précisé la même source.

La fouille du véhicule a permis la saisie de fausses pièces de monnaie en euros de différentes valeurs, de 1 807 coupures de papier utilisées pour l'impression de faux billets, des micro-ordinateurs et des produits chimiques, a-t-on ajouté.

Les quatre mis en cause ont été présentés devant la justice et placés sous mandat de dépôt.

Hani Y.

CAN-2015 LA CÔTE D'IVOIRE CHAMPIONNE D'AFRIQUE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Justice : procès le 16 février

41 terroristes, dont le chef d'Aqmi Droukdel, face au juge

■ 41 membres de l'organisation terroriste «Al-Qaida au Maghreb islamique» (Aqmi), dont son chef Abdelmalek Droukdel, auteurs de plusieurs assassinats dans les années 1990 à Alger et Boumerdès, comparaitront le 16 février prochain devant le tribunal criminel d'Alger, a-t-on appris hier auprès du parquet.

Par Salim H.

Les victimes visées par les terroristes d'Aqmi appartenaient au corps des services de sécurité et de l'Armée nationale populaire (ANP). Elles ont été assassinées dans des embuscades à Alger et à Boumerdès.

Parmi les 41 mis en cause, 26 sont en fuite, dont l'émir d'Aqmi, Abdelmalek Droukdel et Gouri Abdelmalek, abattu dernièrement par les services de sécurité. Gouri Abdelmalek était le chef de la katiba «Jund al-Khilafa» qui avait revendiqué en septembre 2014 l'assassinat du ressortissant français Hervé Gourdel et fait allégeance à l'organisation autoproclamée «Etat Islamique» (Daech).

Adoui Walid, un des accusés dans cette affaire, a été arrêté en 2011 à son domicile à Hussein Dey. Il s'appropriait alors, selon l'arrêt de renvoi, à exécuter une opération suicide à l'aide d'explosifs.

Ce terroriste avait ensuite divulgué aux services de sécurité les noms de ses complices dont l'un d'eux avait été abattu dans une cache de terroristes à Corso.

Parmi les accusés détenus se trouvent Chrik M'hamed et Walid Khaled, qui ont été arrêtés lors d'une embuscade à Bachdjarrah à Alger. Ils étaient en possession d'armes et de bombes artisanales. Walid Khaled se préparait alors à exécuter une opération kamikaze.

Ces individus appartenaient à

la «Katiba El Feth», affiliée au Groupe salafiste pour la prédication et le combat (Gspc), dirigée par Droukdel Abdelmalek, et qui activait sur les hauteurs de Bouzegza, dans la commune de Keddara (W. Boumerdès).

Les accusés doivent répondre des chefs d'inculpation d'«homicides volontaires avec préméditation et guet-apens, adhésion à un groupe terroriste armé dont le but est de semer l'effroi au sein de la population et créer un climat d'insécurité», selon le rôle des affaires criminelles de 2014. Ils doivent également répondre à d'autres chefs d'inculpation dont «l'atteinte à la sécurité des citoyens, apologie des actes terroristes et financement d'un groupe terroriste armé».

S. H./APS

Lutte contre la drogue à Béjaïa

Deux dealers interpellés à l'ancienne gare routière

LA BRIGADE de lutte contre les stupés de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, qui continue de traquer les trafiquants de drogue, a arrêté deux autres dealers en fin de semaine passée. Cette fois c'est «au niveau de l'ancienne gare routière que les brigadiers de la lutte contre les stupés ont mis fin aux agissements de M.Y. 19 ans et C.H.S. 27 ans, tous deux natifs de Béjaïa», indique la cellule de communica-

tion de la sûreté de wilaya. Lors de leur interpellation, ils avaient en leur possession une bonne quantité de kif et un couteau servant à la découpe des barrettes

de drogue. Il ont été écroués par le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa pour «possession de drogue et intention de vente».

H. C.

Décès Larbi Abahri n'est plus

Profondément affectées par le décès de leur confrère et ami Larbi Rezk Abahri, la direction et l'équipe du «*Jour d'Algérie*» présentent à sa famille leurs condoléances attristées et l'assurent de leur sincère soutien moral en cette pénible épreuve. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.